AMERIQUES

Haïti : les gangs font régner la terreur

23 novembre 2019

Rappel du contexte

Haïti est en proie à une grave crise avec des manifestations à répétition, souvent émaillées de violences, depuis le mois d'août pour réclamer la démission du président Jovenel Moïse. Selon l'ONU, au moins 42 personnes sont mortes depuis mi-septembre dans ces manifestations organisées dans les principales villes du pays.

Majoritaires dans les manifestations, les habitants des quartiers les plus pauvres exigent d'autant plus la démission du chef de l'État que des entreprises qu'il dirigeait avant son entrée en politique ont été épinglées par la Cour supérieure des comptes comme étant "au cœur d'un stratagème de détournement de fonds".

La mobilisation populaire contre le pouvoir de Jovenel Moïse a été lancée fin août après une longue pénurie de carburants dans le pays. Le chef d'État n'a pas fourni de détails sur d'éventuelles mesures d'urgence contre les blocages criminels des routes qui s'organisent depuis quelques semaines ou pour lutter contre l'emprise des gangs.

L'État n'a plus aucun contrôle

L'Etat en Haïti ne dépasse pas les frontières du palais national. Au-delà, les gangs font leur loi. Face à la multiplication de massacres perpétrés par les gangs en Haïti, la perte de contrôle du territoire par l'Etat alerte d'autant la société civile que l'implication d'officiels proches du pouvoir dans les exactions est suspectée, sans qu'aucune suite judiciaire ne soit donnée.

"Les foyers de gangs se multiplient à Port-au-Prince et en province : on assiste à une augmentation sans limite d'actes de criminalité par des groupes armés avec le support d'officiels de l'Etat, par des bandes tolérées par le pouvoir politique en place", alerte Marie-Yolène Gilles, une militante haïtienne pour la défense des droits humains.

"Haïti ne produit pas d'armes. Il y a un embargo sur le transfert et l'achat des armes mais le constat est qu'il y a beaucoup de trafics de munitions et d'armes. Qui alimente les gangs ?", demande Marie-Yolène Gilles.

Déscolarisés et angoissés, les enfants haïtiens subissent la crise politique

La majorité des écoles restant fermées, nombre d'adolescents haïtiens sont désœuvrés et des parents s'improvisent professeurs tout en gérant les angoisses des plus jeunes face aux violences des rues.

Depuis août, les manifestations répétées contre le président Jovenel Moïse, les barricades dressées à travers les rues et l'intensification des activités des gangs armés poussent près de 70% des établissements scolaires à garder portes closes, selon l'Unicef et l'Unesco. Certains parents des classes moyennes et aisées envoient leurs enfants étudier à l'étranger.

Plus d'une personne sur trois a besoin d'une aide alimentaire urgente

Plus d'un Haïtien sur trois est dans une situation d'insécurité alimentaire et a besoin d'une aide urgente pour faire face à ses besoins alimentaires quotidiens, a averti le Programme alimentaire mondial (PAM).

En 2019, le PAM a apporté une aide alimentaire d'urgence à plus de 150.000 personnes en Haïti, souvent leur fournissant des transferts monétaires pour leur donner le choix de répondre à leurs besoins essentiels tout en contribuant à stimuler les marchés locaux.

Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire urgente devrait passer de 3,7 millions à 4,1 millions en mars 2020, mais l'insécurité entrave les efforts du PAM et d'autres organisations humanitaires pour atteindre les personnes dans le besoin.

Sources : RFI, AFP, ONU

Mexique : les cartels de la drogue plus puissants que jamais

28 novembre 2019

Rappel du contexte

Depuis le début de la "guerre contre la drogue" en 2006, l'offensive menée avec l'aide de l'armée a contribué à fragmenter les cartels en cellules délictueuses plus petites et plus violentes, qui pratiquent également vols, rackets et enlèvements.

Près de 29.000 meurtres liés au crime organisé ont été commis au Mexique l'an dernier.

Et depuis le début de l'année, environ 26 000 personnes sont mortes.

La propagation de la violence pourrait donner lieu à un nouveau record en 2019. Washington demande à Mexico de « *déclarer la guerre* » aux cartels.

Plus de 40.000 personnes sont portées disparues au Mexique, pour la plupart victimes de la violence liée au narcotrafic. Des charniers contenant parfois plusieurs centaines de cadavres sont régulièrement découverts à travers le pays.

Le président américain pense classer les cartels de la drogue comme des groupes terroristes

Les déclarations de Donald Trump, qui a l'intention de classer les cartels de la drogue comme des groupes terroristes, ont provoqué des réactions critiques des Mexicains.

« *Coopération oui, interventionnisme non !* » C'est en ces termes que s'est exprimé le président Lopez Obrador.

Début novembre, 3 femmes et 6 enfants d'une communauté mormone américaine établie dans le nord du Mexique ont été tués lors d'une attaque attribuée aux cartels, très influents dans la région frontalière.

« *Si le Mexique a besoin ou demande de l'aide pour se débarrasser de ces monstres, les États-Unis sont prêts, volontaires et capables de s'engager pour faire le boulot rapidement et avec efficacité* », avait tweeté M. Trump. Il faut rappeler que la puissance financière des cartels leur permet de corrompre de nombreux responsables politiques.

Le Mexique bénéficie déjà d'une vaste assistance sécuritaire américaine, sous la forme notamment de l'Initiative Merida qui a permis le versement de 1,8 milliard de dollars depuis 2008 pour combattre le trafic de drogue, la criminalité et l'impunité qui sévissent dans ce pays.

Un convoi de parents de migrants disparus parcourt le Mexique

Un convoi composé d'une cinquantaine de parents de migrants d'Amérique centrale disparus est parti mi-novembre du sud du Mexique, espérant parcourir 5.000 km dans l'espoir de retrouver la trace de leurs enfants manquants.

"Il y a énormément de migrants disparus au Mexique. Entre 70.000 et 120.000, selon les calculs. Beaucoup sont dans des fosses communes, d'autres dans des charniers clandestins, d'autres encore à la morgue", a expliqué à l'AFP Martha Sanchez, une des organisatrices du mouvement.

"D'autres se cachent quelque part au Mexique et mènent des vies plus ou moins normales, en travaillant, mais n'ont pu reprendre contact avec leurs familles", a-t-elle ajouté. Depuis la première édition de la "Caravane", il y a 15 ans, le mouvement a réussi à retrouver 310 migrants disparus, selon Mme Sanchez.

Sous la pression des Etats-Unis, les autorités mexicaines ont durci leur politique à l'égard des migrants centraméricains traversant leur territoire, déployant notamment depuis juin 27.000 soldats entre les frontières sud et nord du pays. Le flux migratoire a depuis considérablement diminué.

Sources : RFI, AFP, Reuters

Au Brésil, des femmes battues et édentées pour ne plus plaire et ne plus travailler

12 novembre 2019

Des millions de femmes sont victimes de violence conjugale au Brésil. Dans presque tous les cas, les hommes visent la bouche et les dents. La violence conjugale est forte dans les favelas.

Un phénomène devenu si banal qu'un réseau de dentistes bénévoles a décidé de reconstruire la dentition -- et la vie -- de ces femmes.

Au Brésil, 27% des femmes âgées de plus de 16 ans disent avoir été victimes de violences physiques ou psychologiques l'an dernier.

Les femmes noires sont les plus touchées.

Le Brésil est l'un des États les plus violents au monde, avec 57.000 homicides l'an dernier. Cet immense pays reste enlqué dans la crise économique, avec 12 millions de chômeurs et une grande précarité pour beaucoup.

Source : AFP

Brésil : marée noire catastrophique

24 novembre 2019

Des résidus de pétrole ont été retrouvés sur une plage de l'État de Rio, signe que la marée noire qui sévit au Brésil progresse vers le Sud. Les autorités n'ont toujours pas identifié l'origine de cette pollution, qui devrait augmenter. « *Nous nous préparons au pire* », a affirmé le président Jair Bolsonaro.

La marée noire a d'abord frappé la côte nord-est du pays fin juillet. La marine affirme avoir déjà ramassé plus de 4 500 tonnes de pétrole et de sable afin de nettoyer les plages et les mangroves. Quelque 2.000 km de côtes ont été touchés, notamment la région d'Abrolhos, près de Bahia, sanctuaire pour les baleines à bosse et pour des coraux uniques au monde.

L'origine de la catastrophe n'a toujours pas été identifiée, et comme l'été austral avance à grands pas, c'est tout le secteur du tourisme qui redoute à présent l'impact de cette mystérieuse marée noire.

Source : RFI

Brésil : Bolsonaro lance un nouveau parti

21 novembre 2019

Le président Jair Bolsonaro a lancé l'Alliance pour le Brésil, un nouveau parti mettant en avant Dieu, la famille et la patrie chers aux évangéliques, après s'être brouillé avec celui sous les couleurs duquel il s'est fait élire il y a un an. Il s'agit du 9^e changement de parti en 30 ans de vie politique. Le nouveau parti est anti-avortement et rejette le socialisme et le communisme.

Source : AFP

Brésil : 57.000 homicides en 2018 ; Rio de Janeiro laboratoire de la lutte contre les gangs

21 novembre 2019

Pour les habitants des favelas de Rio de Janeiro en proie à la violence et souvent sous le joug des criminels, le danger vient aussi du ciel, avec des snipers de la police qui tirent, depuis des hélicoptères, près des crèches ou des écoles, comme dans un pays en guerre.

Maré est un ensemble de 16 favelas regroupant plus de 140.000 personnes. Il n'est pas rare d'y apercevoir des jeunes armés de fusils d'assaut, dans cette zone sensible où une artère

surnommée la "Bande de Gaza" délimite les territoires contrôlés par deux gangs rivaux de narcotrafiquants.

Pour Silvia Ramos, spécialiste du Centre de recherches sur la sécurité et la citoyenneté (Cesec), le recours accru aux hélicoptères est directement lié à l'arrivée en janvier d'un nouveau gouverneur à la tête de l'Etat de Rio de Janeiro, Wilson Witzel, adepte d'une ligne dure proche de celle du président Jair Bolsonaro.

Selon l'Institut de Sécurité Publique (ISP), plus de 1.400 personnes ont été tuées par la police de janvier à septembre dans l'Etat de Rio, une hausse de 18,5% par rapport à la même période de l'année dernière.

Il faut rappeler qu'au Brésil, il y eût l'an dernier plus de 57.000 homicides.

L'Etat de Rio de Janeiro est le laboratoire d'une nouvelle politique sécuritaire.

Le gouverneur Wilson Witzel promeut le recours à des snipers pour liquider les personnes armées dans les favelas. Quand ces snipers tirent depuis les hélicoptères, ce sont de véritables scènes de guerre.

Source : AFP

Brésil : des chiffres inquiétants sur la déforestation, qui devrait empirer ; des meurtres de Gardiens

20 novembre 2019

Les derniers chiffres officiels de la déforestation indiquent une hausse de 30 % entre août 2018 et juillet 2019 par rapport à l'année précédente.

Les chiffres sont considérables : 10 000 km² de forêts ont été détruits en un an. Mais les incendies qui ont ému toute la planète en août n'ont pas pu être pris en compte dans l'étude.

Les écologistes affirment que les chiffres ne sont pas étonnants, car le gouvernement de Jair Bolsonaro a affaibli tous les organes de contrôle de la destruction de la forêt, et donc les exploitants forestiers, les éleveurs et les orpailleurs ont la voie libre. Il y a beaucoup d'exploitation illégale de bois et une extension des surfaces agricoles.

Selon des chiffres du Congrès missionnaire indien (Cimi, une association liée à l'Eglise catholique) cités par l'APIB, 160 intrusions de trafiquants de bois ou d'orpailleurs illégaux ont été recensées de janvier à septembre cette année, en hausse de 44% par rapport au total de l'année 2018.

On recense aussi régulièrement des meurtres de "Gardiens de la forêt", formés par par les Guajajara, une tribu d'environ 14.000 personnes, pour défendre les territoires indigènes.

La déforestation devrait empirer, car le gouvernement vient d'autoriser la culture de la canne à sucre en Amazonie alors que cela était interdit. Et la culture du soja devrait reprendre.

Sources : RFI, AFP

Brésil : des ONG accusées d'être à l'origine de feux de forêts

28 novembre 2019

En Amazonie, la police a arrêté 4 brigadistes (des volontaires qui prêtent main forte aux pompiers dans la lutte contre les feux de forêt). Ils sont accusés d'avoir mis le feu à la forêt amazonienne afin de pouvoir filmer la scène et obtenir des dons pour les ONG.

Le gouvernement de Jair Bolsonaro a toujours soupçonné les ONG d'être les responsables des feux de forêt qui se sont multipliés en Amazonie en août dernier. Mais c'est la première fois que des accusations sont portées directement contre des volontaires qui travaillent sur le terrain.

Source : RFI

Brésil : l'enquête anticorruption "Lavage express" a du plomb dans l'aile, surtout suite à la sortie de prison de l'ancien président Lula

20 novembre 2019

Plus grande enquête anticorruption de l'Histoire du Brésil, l'opération "Lava Jato" (Lavage express) a accumulé les revers ces derniers mois, avec des décisions défavorables de la Cour suprême et des soupçons sur l'impartialité de ses procureurs et de l'ex-juge emblématique Sergio Moro.

La défaite la plus cuisante : la libération d'une douzaine de détenus condamnés dans le cadre de l'enquête, dont l'ex-président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, prisonnier le plus célèbre du Brésil.

Ces sorties de prison ont été motivées par un arrêt de la Cour suprême qui a jugé anticonstitutionnelle une jurisprudence selon laquelle une personne pouvait être incarcérée dès sa première condamnation en appel.

Des condamnés comme Lula ont donc obtenu le droit de rester en liberté jusqu'à l'épuisement de tous leurs recours auprès d'instances supérieures, ce qui peut prendre des mois, voire des années.

Les détracteurs de l'opération "Lava Jato" considèrent qu'elle a mis à mal la présomption d'innocence, favorisé la poussée des extrêmes et la victoire électorale de Bolsonaro et mis des milliers de personnes au chômage en ruinant la réputation d'entreprises publiques ou privées, en pleine crise économique.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a manifesté son inquiétude face aux "menaces contre l'indépendance et la capacité des autorités publiques à combattre la corruption".

Source : AFP

La Chine fait de plus en plus partie de l'avenir du Brésil", dit Bolsonaro

13 novembre 2019

La Chine fait "de plus en plus partie de l'avenir" du Brésil, a déclaré le président Jair Bolsonaro, en souhaitant renforcer les relations commerciales avec Pékin, en marge du sommet des Brics à Brasilia.

"Nous voulons non seulement augmenter, mais aussi diversifier nos relations commerciales".

Ce sommet des Brics regroupe les grandes puissances émergentes : le Brésil la Chine, la Russie, l'Inde et l'Afrique du sud.

Il se tient dans un contexte de guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, et Jair Bolsonaro doit jouer les équilibristes.

Xi Jinping a évoqué un "avenir prometteur" pour des relations commerciales entre la Chine et le Brésil. La Chine est le premier partenaire commercial du Brésil, qui y exporte massivement du soja, de la viande et du minerai de fer.

Les deux pays ont signé une série d'accords.

Source : AFP

Venezuela : la ville de Maracaibo sans eau ni électricité

21 novembre 2019

Au Venezuela, la situation politique semble bloquée, l'appel de l'opposant Juan Guaidó à ne plus quitter les rues, lancé samedi 16 novembre étant un échec. Et les habitants subissent de plein fouet l'hyperinflation galopante, les coupures d'électricité et d'eau et les pénuries de médicaments, d'essence ou de nourriture.

Maracaibo, la 2^e ville, est l'une des plus sévèrement touchées.

Au sujet de l'électricité, une sorte de rationnement forcé est mis en place : l'essentiel du courant est dirigé vers les lieux névralgiques de la ville comme les hôpitaux, les commissariats ou les casernes militaires.

Mais le principal problème est désormais **l'accès à l'eau courante**, qui est très complexe. Certains se servent directement dans le lac Maracaibo. Mais l'eau du lac est contaminée par des fuites dans les champs pétroliers abandonnés.

Les conséquences sanitaires sont désastreuses. Et les hôpitaux totalement dépassés : ils tombent en ruine, la plupart des médecins sont partis, et ceux qui restent sont obligés de demander à leurs patients d'acheter eux-mêmes les médicaments, car ils n'ont plus rien.

Source : RFI

Réfugiés et migrants vénézuéliens : l'ONU lance un plan d'aide de 1,35 milliard de dollars

13 novembre 2019

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont lancé un plan régional d'aide d'un montant de 1,35 milliard de dollars pour répondre aux besoins humanitaires croissants des réfugiés et des migrants vénézuéliens en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi que des communautés qui les accueillent.

Début novembre, il y avait environ 4,6 millions de réfugiés et de migrants du Venezuela à travers le monde. Près de 80% d'entre eux se trouvent dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sans aucune perspective de retour à court ou moyen terme. Si les tendances actuelles se poursuivent, quelque 6,5 millions de Vénézuéliens pourraient fuir leur pays d'ici fin 2020.

Source : ONU

Venezuela : des Forces spéciales de la police sèment la terreur dans les quartiers pauvres

7 novembre 2019

Plusieurs centaines de Vénézuéliens sont morts victimes des Forces d'action spéciale (FAES) au cours de ce que leurs proches et des ONG ont qualifié d'"exécution", lors d'entretiens avec l'AFP. Ces accusations sont arrivées jusqu'à la Haut-commissaire aux droits de l'Homme des Nations unies.

Michelle Bachelet a demandé la "dissolution" des FAES, un "corps d'élite" créé en 2017 par le président Nicolas Maduro pour "combattre la délinquance".

Leur patron des FAES, Rafael Bastardo, est sous le coup de sanctions des Etats-Unis qui l'accusent de violations des droits de l'Homme.

Source : AFP

Venezuela : la production de café au plus bas

27 novembre 2019

À cause de l'hyperinflation, des pénuries multiples, notamment en pesticides, à cause des problèmes pour entretenir les infrastructures, la production de café ne devrait pas dépasser les 20 000 tonnes cette année, bien moins que la demande nationale, surtout sachant qu'une bonne partie est destinée à l'exportation.

Pour les producteurs de café vénézuéliens, c'est la chute libre. La production de l'un des meilleurs arabicas au monde devrait chuter de 80% en 2019, prévoit Fedegro, la Confédération des associations de producteurs agricoles au Venezuela.

Source : RFI

Argentine : situation économique désastreuse

27 novembre 2019

Le président argentin élu a refusé le reste du prêt du Fonds monétaire international. Le péroniste de centre gauche Alberto Fernandez ne veut pas du décaissement des 11 milliards de dollars restants. La faute à la situation économique qui ne s'améliore pas.

Le FMI a accordé, en 2018, un prêt de 57 milliards de dollars, à l'Argentine, en échange d'une cure d'austérité budgétaire. Il restait à encaisser 11 milliards. Mais le nouveau chef de l'État n'en veut pas. « *Ce que je veux, c'est arrêter de demander et qu'ils me laissent rembourser* ».

Son objectif est de relancer l'économie et réduire l'endettement.

Le bilan du président sortant Mauricio Macri est désastreux.

Le pays est toujours au bord de la faillite.

La dette publique représente plus de 90% du PIB, l'inflation se poursuit, le chômage touche plus de 10% de la population active. Le pouvoir d'achat est en chute libre. Un tiers de la population vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.

Une loi pour décréter l'urgence alimentaire a été votée pour aider les plus démunis.

Source : RFI

Chili : la Banque centrale à la rescousse contre la crise sociale et politique

29 novembre 2019

La crise sociale dure depuis plus de 40 jours au Chili. Jeudi, pour la première fois, le gouvernement s'est réuni avec des organisations sociales et syndicales pour tenter de juguler la crise. L'exécutif dit vouloir lancer un dialogue sur les questions prioritaires de l'agenda social.

En attendant, la crise, associée à une chute des prix du cuivre dont le Chili est le premier producteur mondial, ont fait plonger le cours du peso chilien. Pour rectifier le tir, la Banque centrale va injecter 20 milliards de dollars dans l'économie.

Alors que le gouvernement a déjà annoncé en octobre une batterie de mesures sociales, les organisations syndicales et nombre de manifestants demandent au gouvernement d'aller plus loin, avec notamment une augmentation de 50% du salaire minimum et le remplacement du système de retraites par capitalisation individuelle, par un système par répartition.

Parallèlement, le Parlement débat de plusieurs projets de loi présentés par le gouvernement pour renforcer le maintien de l'ordre, comme une loi anti-casseurs et une autre permettant aux militaires de protéger les infrastructures publiques sans avoir besoin de décréter l'état d'urgence.

Et ce alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer les violences et la répression menées par les forces de l'ordre au Chili. Depuis le début du mouvement de contestation, 23 personnes ont perdu la vie et plus de 2000 autres ont été blessées, dont certaines avec des séquelles irréversibles.

Mercredi, des échauffourées avaient opposé des dizaines de manifestants à des vigiles dans le centre commercial Parque Arauco, l'un des plus grands de Santiago. En plus de quarante jours de protestation, Santiago ainsi que d'autres villes ont connu des pillages et des incendies de centres commerciaux à répétition.

Sources : RFI, AFP

Colombie : mort de Dilan Cruz, symbole des manifestants, l'ESMAD en accusation

28 novembre 2019

Jeudi 28 novembre, l'autopsie a confirmé que Dilan Cruz, 18 ans, mort samedi dernier alors qu'il manifestait dans le centre de Bogota, avait été tué par la police. Il est devenu le symbole du mouvement sans précédent qui agite la Colombie depuis huit jours, et des excès de la répression policière.

À l'aune de l'autopsie du jeune Dilan Cruz, les manifestants réclament désormais la dissolution des escadrons antiémeutes Esmad.

Le mouvement social est inhabituel dans ce pays, qui proteste contre la gestion du président de droite Ivan Duque, au pouvoir depuis à peine plus de 15 mois.

Si les manifestations sont majoritairement pacifiques, elles ont toutefois fait 4 morts, environ 500 civils, policiers et militaires blessés, outre 184 personnes détenues et 60 migrants vénézuéliens expulsés pour "actes de vandalisme".

Cette mobilisation contre le président intervient dans un climat de crises socio-politiques, sans dénominateur commun, qui secouent l'Amérique latine. Le Comité national de grève, regroupant syndicats, étudiants, professeurs et indigènes, a présenté un éventail de 13 requêtes, allant du retrait d'un projet de réforme fiscale au respect de l'accord de paix de 2016.

Contesté pour sa politique économique libérale, M. Duque fait aussi les frais d'un mécontentement accumulé au fil des années, dans ce pays parmi les plus inégalitaires d'Amérique latine, mais réduit au silence par une guerre interne de plus d'un demi-siècle, contre les Farc.

Sources : RFI, AFP

La Bolivie nomme un ambassadeur à Washington, rompant avec l'ère Morales

27 novembre 2019

La Bolivie, pays riche en ressources naturelles, a nommé mardi un ambassadeur aux Etats-Unis pour la première fois depuis onze ans, une rupture dans la politique étrangère après le départ de l'ancien président socialiste Evo Morales.

Evo Morales, qui a démissionné le 10 novembre au plus fort de la crise post-électorale et s'est depuis réfugié au Mexique, avait privilégié pendant sa présidence les relations avec l'Iran, la Chine, la Russie, Cuba et le Venezuela.

Rapidement reconnue par Washington comme présidente par intérim, la sénatrice de droite Jeanine Añez, 52 ans, a immédiatement redessiné la politique étrangère du pays andin. Sa première décision en la matière a été de reconnaître l'opposant vénézuélien Juan Guaido comme président par intérim du Venezuela, à l'instar d'une cinquantaine de pays, Etats-Unis en tête.

Alors que la situation semblait se normaliser progressivement en Bolivie après un mois de crise, les partisans d'Evo Morales les plus radicaux ont continué de manifester mardi dans le Chapare (centre), le fief de l'ex-président, en bloquant des routes.

La sénatrice de droite Jeanine Añez, qui a fait annuler le scrutin présidentiel de fin octobre, a promulgué dimanche une loi convoquant de nouvelles élections présidentielle et législatives censées pacifier le pays andin. Evo Morales ne pourra pas se représenter.

Les violences post-électorales ont coûté la vie à au moins 32 personnes depuis le 20 octobre, lorsque s'était tenu le premier tour d'une présidentielle controversée que M. Morales a dit avoir remportée, mais considérée comme frauduleuse par l'opposition.

Source : AFP

Donald Trump va-t-il être destitué ?

27 novembre 2019

Rappel du contexte

Selon les démocrates (majoritaires à la Chambre des représentants), le président américain est passible d'une destitution pour avoir demandé à un dirigeant étranger, son homologue ukrainien Volodimir Zelenski, d'enquêter sur Joe Biden, candidat à l'investiture démocrate que Donald Trump pourrait donc affronter lors de l'élection présidentielle de novembre 2020.

Cette enquête a été ouverte après qu'un membre des services du renseignement américain a lancé l'alerte sur une conversation téléphonique le 25 juillet dernier entre Trump et Zelenski, accusant le président américain d'avoir fait pression pour que Kiev ouvre une enquête à des fins personnelles.

Donald Trump invité à participer à une audition le 4 décembre

La Chambre des représentants a invité le président américain à participer à une audition le 4 décembre prochain dans le cadre de l'enquête en destitution. Pour le moment, il n'a pas donné sa réponse.

Adam Schiff, l'élu démocrate responsable de l'enquête en destitution au Congrès a organisé l'audition ces deux derniers mois d'une quinzaine de témoins par la commission du renseignement, sans que la Maison Blanche n'ait eu son mot à dire.

Après un marathon d'auditions publiques choc, l'enquête sur l'affaire ukrainienne entre dans une nouvelle phase. En vue : un vote pratiquement certain de mise en accusation (ou

"impeachment") de Donald Trump, mais une destitution beaucoup plus improbable, car le Sénat a une majorité républicaine.

Sources : RFI, AFP

Etats-Unis : malgré la grève chez General Motors, l'emploi reste solide en octobre

2 novembre 2019

Le marché du travail américain a bien résisté en octobre malgré le ralentissement mondial et les tensions commerciales, continuant à fournir de nombreuses embauches en dépit d'une légère remontée du taux de chômage, due en partie aux effets de la longue grève chez General Motors.

Selon le rapport mensuel du département du Travail publié vendredi, l'économie des Etats-Unis a créé 128.000 emplois en octobre, un peu plus que prévu. Les analystes misaient sur 125.000 créations d'emplois. Les chiffres d'août et de septembre ont en outre été révisés en forte hausse de 95.000.

Source : AFP

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Turquie : un régime toujours plus autoritaire

28 novembre 2019

Rappel du contexte

Depuis la tentative de renversement du gouvernement d'Erdogan en juillet 2016, des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées où suspendues. Parmi elles, des milliers de journalistes, militaires et autres membres de la société civile. Depuis, les démocraties occidentales, surtout européennes, accusent le gouvernement de basculer dans une dérive autoritaire.

Un grand nombre de personnes disparaissent mystérieusement puis réapparaissent amaigries

Mustafa Yilmaz vient d'être retrouvé dans un poste de police.

Selon le décompte de parlementaires et d'activistes locaux, le physiothérapeute de 33 ans est l'un de 28 hommes que les services de sécurité turques sont soupçonnés d'avoir fait disparaître depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016.

La méthode rappelle le souvenir encore vif des pratiques courantes dans les années 1990 contre les opposants politiques en Turquie. Les raisons de la disparition de ces hommes sont un mystère, comme leur réapparition soudaine dans un poste de police.

En juillet, quatre de ces hommes sont, comme M. Yilmaz, subitement "réapparus" dans une cellule de station de police.

Si certains disparus sont réapparus, d'autres cas de disparitions inexplicables ont récemment été signalés.

Un procureur réclame de la prison pour le président d'Amnesty en Turquie

Un procureur turc a requis des peines de prison pour plusieurs défenseurs des droits humains, dont le président de la branche locale d'Amnesty International, jugés pour "*terrorisme*" dans un procès décrié par les ONG.

Accusé par les autorités turques d'appartenir au mouvement du prédicateur Fethullah Gülen, désigné par Ankara comme le cerveau du putsch manqué de l'été 2016, M. Kiliç comparaisait avec 10 autres défenseurs des droits humains, dont une ancienne directrice d'Amnesty.

La pièce principale du dossier d'accusation est l'utilisation par Taner Kiliç de la messagerie ByLock, une application de communication cryptée utilisée par les partisans de Gülen, selon Ankara.

La répression se poursuit contre le HDP, le principal parti pro-kurde

En Turquie, la répression continue de frapper le principal parti pro-kurde, le HDP. Mercredi 27 novembre, plusieurs membres et cadres du parti, dont un ancien député, ont été placés en garde à vue. Le 26 novembre, ce sont 3 maires du HDP qui ont été incarcérés.

Ces trois derniers mois, les autorités turques ont démis de leurs fonctions 24 des 65 maires HDP et emprisonné 18 d'entre eux au prétexte de liens avec le terrorisme. Les deux anciens dirigeants du parti croupissent en prison depuis trois ans, comme des milliers de ses militants.

La situation est devenue tellement intenable que le parti pro-kurde a réclamé la tenue d'élections anticipées.

Mais l'alliance anti-Erdogan s'est essoufflée : la réaction des autres partis d'opposition n'est pas allée au-delà de quelques protestations verbales.

Le journaliste Ahmet Altan de nouveau arrêté

Le journaliste renommé Ahmet Altan a de nouveau été arrêté ce mardi 12 novembre, sur décision de la justice turque, une semaine après sa libération de prison où il se trouvait pour son implication présumée dans le putsch manqué de 2016, selon la police.

Amnesty International a dénoncé une arrestation « scandaleuse ». « *Il est impossible de ne pas voir dans cette décision autre chose qu'une punition* » contre un homme « *déterminé à ne pas être bâillonné* », a déclaré la directrice pour l'Europe d'Amnesty, Marie Struthers.

Les réfugiés syriens sous ultimatum en Turquie

Le gouvernement turc a resserré l'étau sur les trois millions et demi de Syriens réfugiés. Dans la plus grande ville, Istanbul, les Syriens en situation irrégulière avaient jusqu'au 30 octobre pour quitter la province, sous peine d'être arrêtés. Ces cinq derniers mois, près de 50 000 migrants – dont plus de 6 000 Syriens – ont été expulsés d'Istanbul.

Les ONG dénoncent un renvoi de force.

Si les Syriens refusent de quitter la province, ils risquent d'être arrêtés et, officiellement, reconduits dans leur province d'enregistrement. Ou peut-être renvoyés de force dans leur pays en guerre...

Des ONG internationales accusent d'ailleurs Ankara d'avoir expulsé des centaines de Syriens ces derniers mois, ce que les autorités démentent.

La Turquie espère renvoyer, à terme, près de deux millions de Syriens dans une zone tampon dans le nord de la Syrie. Un des grands objectifs de son offensive contre les forces kurdes.

La Turquie accuse Emmanuel Macron de soutenir le terrorisme

Le ministre turc des Affaires étrangères a accusé ce jeudi Emmanuel Macron de soutenir le terrorisme. La Turquie n'a pas du tout apprécié des propos du président français contre sa récente offensive visant les forces kurdes dans le nord de la Syrie.

Emmanuel Macron a reproché à Ankara son manque de « *solidarité* » et de concertation avec ses alliés occidentaux. Le président français a notamment accusé la Turquie d'avoir « *mis en péril* » la lutte contre le groupe État islamique avec sa récente offensive en Syrie.

Celle-ci visait une milice kurde considérée comme terroriste par Ankara, tout en étant un partenaire-clé de la coalition anti-jihadistes.

Le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu a vertement critiqué Emmanuel Macron qu'il a qualifié de « *parrain d'une organisation terroriste* ».

Et le ministre turc d'accuser le président français d'avoir voulu créer un « *État terroriste* » dans le nord de la Syrie en soutenant ces forces kurdes.

Cette passe d'armes intervient alors que la Turquie annonce qu'elle renverra début décembre 11 Français membres du groupe État islamique qu'elle a arrêtés en Syrie.

Sources : RFI, AFP

Syrie : des combats sur plusieurs fronts, nombreuses victimes civiles

26 novembre 2019

Rappel du contexte

Le conflit en Syrie, déclenché en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie par le régime de Damas, a fait plus de 370.000 morts et des millions de déplacés. Début octobre, la Turquie a lancé une offensive dans le nord de la Syrie et pris le contrôle d'une bande longue de 120 km, et large d'une trentaine de km, le long de sa frontière, aux dépens des forces kurdes.

Les forces kurdes sont donc contraintes de se retirer de leurs positions situées dans le nord-est de la Syrie. Positions qu'elles tenaient depuis des années le long de la frontière turque.

Leur rêve d'autonomie prend donc fin en raison d'un accord entre les présidents russe et turc.

Désormais, les Russes et les forces du régime syrien patrouillent dans la zone, remplissant le vide laissé par le départ soudain des troupes américaines de ce secteur du nord de la Syrie.

Ces forces kurdes, les YPG, sont l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS).

Les FDS ont été un important allié de la coalition internationale emmenée par Washington durant les années de lutte contre le groupe État islamique (EI), contribuant à la chute du "califat" en mars dernier dans l'est syrien.

Mais Ankara qualifie la milice des YPG de "terroriste" en raison de ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui livre une sanglante guérilla en Turquie. Et malgré deux accords de cessez-le-feu, des affrontements sporadiques dans le nord-est syrien opposent toujours les forces turques et leurs supplétifs syriens aux combattants kurdes et leurs alliés.

L'offensive d'Ankara a chassé 300.000 civils kurdes qui ont désormais très peu de chances de pouvoir rentrer chez eux.

Les Kurdes, qui avaient établi une autonomie dans le nord et le nord-est de la Syrie à la faveur du conflit syrien, s'inquiètent d'un déplacement forcé de populations.

M. Erdogan veut remplacer cette population kurde par les 3,6 millions de réfugiés syriens ayant fui en Turquie.

Si les Kurdes ont accusé les Etats-Unis de les avoir abandonnés, ils semblent néanmoins vouloir préserver leurs relations avec Washington.

Les violences ont tué 150 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Malgré les deux accords de cessez-le-feu, les forces turques et leurs supplétifs syriens ont pris le contrôle de dizaines de localités, dont une poignée de villages dominés par les Assyriens, selon l'OSDH.

Autre région importante dans le conflit, la région d'Idleb, au nord-ouest, échappe toujours au régime de Bachar el-Assad. Elle reste majoritairement dominée par les jihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS), l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, tout comme des secteurs adjacents des provinces d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

Depuis fin avril, les bombardements des forces syriennes et de l'allié russe ont tué plus d'un millier de civils dans la région d'Idleb, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Et plus de 400.000 personnes ont été déplacées, d'après l'ONU.

Plus de 1.700 combattants rebelles et jihadistes ont également péri dans les raids et les combats, contre plus de 1.400 membres des forces du régime, selon un décompte de l'OSDH.

Zone sous contrôle turc (nord) : des explosions meurtrières

17 personnes ont été tuées ce mardi 26 novembre dans l'explosion d'une voiture piégée dans un secteur sous contrôle turc dans le nord-est de la Syrie, a affirmé Ankara, accusant les forces kurdes d'en être responsables.

Le 23 novembre, 9 personnes ont été tuées dans l'explosion d'une voiture piégée à Tal Abyad, dans le nord de la Syrie sous contrôle turc, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cet attentat n'a pas été revendiqué. Dans un tweet, comme lors de récentes attaques dans cette zone, le ministère turc de la Défense a accusé la milice kurde "terroriste" des Unités de protection du peuple (YPG).

Les Kurdes se rapprochent du régime syrien

Pour se protéger de l'offensive turque, les forces kurdes n'ont pas eu d'autre choix que d'amorcer un rapprochement inédit avec le pouvoir de Bachar al-Assad et son indéfectible allié russe. La décision a été prise après que Donald Trump a ordonné le 6 octobre le retrait des troupes américaines présentes dans le nord de la Syrie.

Les Kurdes ont accusé Washington de les avoir abandonnés. Le régime syrien a déployé des troupes dans des secteurs qui lui échappaient depuis des années et des soldats russes sont également sur place, profitant du vide engendré par le départ américain.

Province d'Idlib (nord-ouest) : les bombardements du régime et de son allié russe se poursuivent, faisant de nombreuses victimes

Dans ces bombardements sont touchés, entre autres, des civils, des hôpitaux, maternités, camps pour personnes déplacées... Depuis la fin avril, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a vérifié plus de 1.000 victimes civiles dans le nord-ouest de la Syrie à la suite des hostilités, dont des centaines d'enfants.

Jusqu'en septembre dernier, l'ONU a vérifié 1.792 violations graves des droits de l'enfant cette année seulement, notamment des meurtres, des blessures, le recrutement et l'enlèvement d'enfants ainsi que des attaques contre les écoles et les établissements de santé.

La Russie installe une base militaire dans le nord-est de la Syrie

L'influence politique et militaire de la Russie ne cesse de s'étendre sur le théâtre de guerre syrien. Depuis l'annonce du retrait américain du nord du pays au détriment des Kurdes, les militaires russes effectuent des patrouilles conjointes avec l'armée turque le long de la frontière.

Et désormais, la Russie dispose d'une base militaire dans la ville de Qamichli, l'une des principales localités kurdes situées dans le nord-est du pays.

À la faveur de l'annonce par Donald Trump du retrait américain de Syrie, la Russie ne cesse de renforcer ses positions dans le pays.

Le groupe État islamique n'est pas complètement vaincu

Vaincu en mars par les forces kurdes soutenues par une coalition internationale dirigée par les Etats-Unis, l'EI conserve des cellules dormantes dans les régions syriennes anciennement sous son contrôle. Les forces kurdes détiennent par ailleurs des milliers de jihadistes et membres de leurs familles dans des centres et camps du nord-est syrien.

L'opération militaire en Syrie de Washington

L'équation se complique pour l'armée américaine en Syrie, où son opération militaire est désormais limitée à une zone réduite et plus difficile à défendre, centrée sur la "protection" de champs de pétrole qui appartiennent légalement à l'Etat syrien.

Dénonçant des "guerres sans fin", le président Donald Trump avait annoncé le 6 octobre le retrait des 1.000 soldats américains déployés dans le nord-est de la Syrie pour lutter contre les jihadistes du groupe Etat islamique.

Mais un mois plus tard, les effectifs américains dans le pays sont quasiment les mêmes, les forces spéciales qui sont parties du nord ayant été remplacées par des unités de blindés dans la région de Deir Ezzor (est), où se trouvent les principaux champs pétroliers syriens.

11 millions de personnes, plus de la moitié de la population, ont besoin d'aide humanitaire

La population syrienne continue de subir les conséquences de huit ans et demi de guerre, a rappelé le chef de l'humanitaire de l'ONU. « Les Nations Unies et les organisations humanitaires font tout leur possible pour chaque mois atteindre les personnes dans le besoin », a souligné, Mark Lowcock, le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires.

Cette année, l'ONU et ses partenaires ont pu venir en aide à 5,6 millions de personnes dans toute la Syrie, en accordant la priorité à celles et ceux qui en ont le plus besoin. La crise syrienne, loin de se limiter à la Syrie, a un large impact sur toute la région. 5,6 millions de Syriens sont actuellement réfugiés dans des pays voisins, accentuant la pression sur ces derniers.

Sources : RFI, AFP, ONU

Iran : répression massive des manifestations

28 novembre 2019

Les manifestations déclenchées le 15 novembre contre la hausse surprise du prix de l'essence se sont déroulées en pleine crise économique, aggravée par le rétablissement et le durcissement de sanctions économiques par les Etats-Unis depuis 2018. Ces sanctions empêchent l'Iran de vendre son pétrole à l'étranger, une de ses principales sources de revenus.

L'Iran a annoncé avoir arrêté 8 personnes soupçonnées d'être liées à la CIA.

Les autorités iraniennes accusent principalement les Etats-Unis et Israël, ennemis jurés de Téhéran.

Elles ont affirmé avoir rétabli l'ordre au bout de quelques jours.

Les communications étant très difficiles avec l'Iran pendant la répression, notamment en raison de la coupure d'Internet, Amnesty International a fait état cette semaine de près de "143 manifestants tués". Des organisations de défense des droits humains ont parlé de jusqu'à 7.000 arrestations, selon HRW.

Le guide suprême d'Iran, Ali Khamenei, a affirmé mercredi que son pays avait mis en échec "un complot très dangereux". Il a recommandé au Bassidj, corps de volontaires islamistes pouvant agir comme supplétifs des forces de l'ordre, de maintenir une présence dans toutes les provinces du pays et de conserver un coup d'avance sur "l'ennemi".

L'Iran a aussi récemment dénoncé un "complot" chez son voisin irakien, théâtre d'un vaste mouvement de contestation contre les dirigeants accusés d'incompétence et de corruption et vus comme affiliés à Téhéran.

Le consulat iranien dans la ville sainte chiite irakienne de Najaf a été incendié mercredi soir, et l'Iran a réclamé jeudi à Bagdad une action "efficace" contre les responsables de cette attaque. Depuis le retrait américain en mai 2018 de l'accord international sur le nucléaire iranien, l'administration de Donald Trump mène une "campagne de pression maximale" contre l'Iran.

Source : AFP

Iran : Téhéran juge « irresponsables » les propos de Le Drian

28 novembre 2019

L'Iran a qualifié d'« irresponsable » l'évocation par le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, du déclenchement d'un mécanisme aux Nations unies qui rétablira les sanctions internationales contre l'Iran si Téhéran continue à développer son programme nucléaire et se désengager de l'accord de 2015.

« *Le désengagement de l'Iran de l'accord nucléaire est une réaction au retrait illégal et unilatéral de cet accord par les États-Unis et le retour des sanctions américaines ainsi que contre l'incapacité des pays européens à remplir leurs obligations* » pour sauver l'accord, a déclaré Abbas Moussavi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères

Téhéran a repris progressivement ces derniers mois ses activités d'enrichissement d'uranium pour faire pression sur les pays européens afin qu'ils prennent des mesures concrètes pour compenser les sanctions américaines comme ils l'avaient promis à Téhéran il y a un peu plus d'un an. Mais aucune mesure concrète n'a été prise par les Européens.

Washington a appelé la communauté internationale à prendre des mesures "sévères" pour faire pression sur l'Iran après la reprise par l'Iran des activités d'enrichissement d'uranium dans son usine souterraine de Fordo, au sud de Téhéran.

La relance de ces activités, que Téhéran avait gelées en vertu de l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015, procède de la riposte iranienne à la décision des États-Unis de se retirer unilatéralement de ce pacte en 2018 et de rétablir des sanctions économiques contre l'Iran.

De fait les exportations pétrolières de l'Iran ont été réduites par cinq, ce qui touche de plein fouet l'économie iranienne. La menace de la France intervient alors que l'Iran a connu des troubles après la hausse du prix de l'essence et après les manifestations hostiles à l'Iran ces dernières semaines en Irak et au Liban.

Sources : RFI, AFP

Irak : le Premier ministre annonce qu'il va démissionner ; 420 morts

29 novembre 2019

Le mouvement de contestation, qui couvait depuis longtemps, s'est déclenché le 1^{er} octobre de manière spontanée. Il dénonce la corruption et réclame emplois, services fonctionnels ainsi que le départ du gouvernement.

Le pays est riche en pétrole mais en pénurie chronique d'électricité et d'eau potable.

En Irak, l'un des pays les plus riches en pétrole du monde, 1 habitant sur 5 vit sous le seuil de pauvreté et les infrastructures sont déliquescents et jamais rénovées alors qu'en 16 ans, l'équivalent de deux fois le PIB s'est évaporé dans les poches de politiciens et d'entrepreneurs véreux.

L'Irak est le 12^e pays le plus corrompu au monde selon Transparency International.

Le Premier ministre irakien a annoncé vendredi qu'il allait démissionner comme l'a réclamé le grand ayatollah Ali Sistani, figure tutélaire de la politique dans le pays, sans pour autant faire cesser les violences qui ont de nouveau fait 16 morts.

Adel Abdel Mahdi, un indépendant sans base partisane ni populaire, a cédé vendredi, après deux mois d'une contestation contre le pouvoir et son parrain iranien marquée par près de 420 morts à Bagdad et dans le Sud chiite.

Cependant la spirale des violences se poursuit dans le sud agricole et tribal, où le chaos menace depuis que des combattants tribaux se sont montrés armés pour protéger les manifestants à Nassiriya et alors que des hommes en civil ont ouvert le feu sur la foule à Najaf.

Le sud de l'Irak s'était embrasé jeudi avec une répression menée par des commandants militaires dépêchés par Bagdad peu après l'incendie au cri de "Iran dehors" du consulat iranien dans la ville sainte chiite de Najaf. Les manifestants jugent les politiciens corrompus, incompetents et affiliés aux puissances influentes en Irak, en tête desquelles l'Iran.

Sources : RFI, AFP

Dans le Liban en crise, suppression d'emplois et réduction de salaires

28 novembre 2019

Rappel du contexte

Le Liban est secoué depuis le 17 octobre par un soulèvement inédit réclamant le départ d'une classe dirigeante jugée corrompue et incompetente. Ce mouvement mobilise des centaines de milliers de Libanais de tous bords.

La contestation a été déclenchée mi-octobre par l'annonce d'une taxe sur les appels via la messagerie WhatsApp, aussitôt annulée.

L'impôt de trop qui a fait exploser la colère dans un pays où des besoins élémentaires, comme l'eau, l'électricité et l'accès universel aux soins, ne sont pas assurés.

La classe politique est inchangée depuis des décennies et jugée corrompue.

Classé au 138 rang sur 175 dans le classement de l'ONG Transparency International des pays les plus corrompus, le Liban, faute de réformes structurelles promises, est toujours dans l'attente du versement d'une aide de 11 milliards de dollars promise en avril par des pays donateurs.

Le Liban s'était engagé à adopter des réformes structurelles, notamment pour réduire son déficit, en contrepartie de ces montants.

Mais faute de progrès, les montants n'ont jamais été débloqués.

La moitié de la population pourrait sombrer dans la pauvreté

Avec l'aggravation de la crise actuelle, la moitié de la population pourrait sombrer dans la pauvreté, a mis en garde la Banque mondiale. Environ un tiers des Libanais vivent déjà sous le seuil de pauvreté.

Le taux de chômage pourrait également augmenter.

Le pays connaît aussi une crise de liquidités qui menace les importations et a entraîné une hausse des prix.

Le Hezbollah également visé par les manifestants

Un tabou a été brisé lors des manifestations : des foules ont défilé dans les fiefs du Hezbollah pro-iranien pour s'en prendre au parti chiite et à son leader religieux Hassan Nasrallah, jusque-là intouchable.

Le Hezbollah est accusé comme les autres partis d'avoir appauvri le pays en entretenant la corruption.

Poids lourd sur l'échiquier politique libanais et acteur incontournable de toute solution, le parti, allié de l'Iran est le seul à disposer encore d'un bras armé depuis la fin de la guerre civile.

Démission du gouvernement Hariri

Le mouvement de contestation a obtenu sa première victoire avec la démission du gouvernement Hariri le 29 octobre et réclame désormais une équipe de technocrates et d'indépendants.

Quatre semaines après cette démission, le processus constitutionnel devant aboutir à la nomination d'un nouveau Premier ministre puis à la formation d'un gouvernement n'a toujours pas été enclenché par le président Michel Aoun.

L'impasse est totale et le pays est au bord de l'effondrement économique.

Et la tension est montée dans la rue, avec des attaques de partisans des deux partis chiites Amal et Hezbollah contre des rassemblements de la contestation à Beyrouth, à Tyr (sud) et mardi soir à Baalbeck (est).

Les manifestants réclament la formation d'un gouvernement de technocrates d'où seraient exclus les partis politiques qui dominent le Parlement, ce que le Hezbollah et ses alliés refusent catégoriquement.

Sources : AFP, RFI

De l'Irak au Liban, un même cri et une même solidarité

11 novembre 2019

Au Liban comme en Irak, des dizaines de milliers de manifestants protestent contre la corruption, le confessionnalisme, le chômage et la récession. Et les gestes de solidarité entre les deux peuples, confrontés aux mêmes maux, ne manquent pas.

Le Liban et l'Irak, qui croulent sous des dettes colossales --elles culminent à 150% du PIB au Liban--, sont classés parmi les pays les plus corrompus de la planète. Dans les deux pays, les contestataires dénoncent un système politique complexe de répartition des postes en fonction des confessions et des ethnies qui n'a mené, selon eux, qu'à plus de clientélisme et de corruption.

Source : AFP

Golfe : surveillance renforcée

24 novembre 2019

Un poste de commandement européen pour la surveillance maritime dans le Golfe, où les tensions se sont accrues avec l'Iran, sera installé au sein de la base navale française d'Abou Dhabi, aux Emirats arabes unis, a annoncé la ministre française des Armées.

Sur fond de crispations sur le dossier nucléaire iranien, ces tensions dans le Golfe ont augmenté ces derniers mois avec des attaques de pétroliers et des frappes contre des installations pétrolières en Arabie saoudite, pour lesquelles l'Iran, qui dément, a été accusé.

La France et plusieurs pays européens ont refusé de participer à la mission des Etats-Unis pour protéger les navires dans le Golfe, en particulier dans le détroit stratégique d'Ormuz, essentiel à l'approvisionnement mondial en pétrole.

La France et les Emirats sont liés par des accords de défense et Paris dispose dans le pays de plusieurs implantations (bases navale et aérienne, unités terrestres) avec plus de 700 militaires au total.

Les Etats-Unis ont encore quelque 60.000 soldats dans la région. Les bases américaines dans la région, y compris celle d'Al-Oudeid au Qatar, la plus grande du Moyen-Orient, sont essentielles pour les opérations contre des cibles parfois lointaines comme en Asie et en Afrique.

Le Pentagone a par ailleurs annoncé le 11 octobre l'envoi de milliers de soldats supplémentaires en Arabie saoudite pour protéger le royaume de l'Iran, le premier déploiement du genre depuis 2003.

Les Etats-Unis et l'Iran ont frôlé un affrontement militaire direct après la destruction par Téhéran, le 20 juin, d'un drone d'attaque et de surveillance de la Marine américaine. L'Iran a assuré que l'appareil avait violé son espace aérien mais Washington a affirmé qu'il se trouvait dans l'espace aérien international.

Source : AFP

Malgré des réformes, l'Arabie Saoudite reste un régime répressif

4 novembre 2019

Devenu prince héritier en juin 2017, Mohammed ben Salmane a initié plusieurs réformes permettant notamment aux femmes de conduire ou d'obtenir des passeports. Mais ces réformes ont "un prix élevé", dénonce HRW, rappelant que des dizaines de dissidents --dont certains auraient été torturés-- ont été détenus depuis l'arrivée du prince au pouvoir.

Les responsables du meurtre en 2018 du journaliste et critique du pouvoir Jamal Khashoggi, au sein du consulat saoudien à Istanbul n'ont pas été punis, regrette l'ONG. Depuis ce meurtre, plus de 30 opposants ont été arrêtés.

HRW évoque le cas de l'économiste Essam al-Zamil, accusé de faire partie de l'organisation des Frères musulmans, bêtes noires de Ryad, après avoir exprimé son scepticisme sur la future introduction en Bourse du géant pétrolier saoudien Aramco.

Source : AFP

Qatar / Arabie saoudite, Emirats et Bahreïn : début de détente

13 novembre 2019

Rappel du contexte

Le 5 juin 2017, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn avaient rompu leurs relations diplomatiques avec Doha et lui avaient imposé des sanctions économiques.

Le Qatar est aussi visé par un blocus. Ses voisins accusent l'émirat de soutenir des groupes islamistes radicaux et lui reprochent d'être trop proche de l'Iran.

Diplomatie du football

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn participeront à la "Coupe du Golfe arabe" de football au Qatar, une première depuis que ces pays boycottent leur voisin.

Les USA font pression depuis un moment sur l'Arabie Saoudite pour qu'elle se réconcilie avec le Qatar, ce dernier accueillant une importante base américaine.

Il accueille aussi une base militaire turque, pays lié aux Frères musulmans (bête noire de l'Arabie Saoudite).

Mais la crainte d'un conflit régional alors que les Etats-Unis augmentent la pression sur l'Iran semble pousser les pays de la région à une désescalade vis-à-vis du Qatar.

Washington et ses alliés ont accusé l'Iran d'être à l'origine des récentes attaques contre des installations pétrolières saoudiennes majeures ainsi que d'une série d'attaques contre des pétroliers dans le Golfe.

Après la diplomatie du football, le Qatar aimerait surtout une levée du blocus.

Source : AFP

Yémen : les signes d'espoir commencent à produire des résultats (ONU)

29 novembre 2019

Rappel du contexte

Le conflit yéménite dure depuis 2015, entre les rebelles houthis, qui se sont emparés notamment de la capitale du pays, Sanaa, et la coalition menée par l'Arabie saoudite, en soutien des forces loyales au gouvernement.

Au Yémen plus de 20 millions de personnes ont faim et ont besoin d'assistance, notamment médicale. L'ONU évoque régulièrement la pire crise humanitaire en cours dans le monde.

Le conflit a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, et entraîné le déplacement de millions d'autres.

Il est considéré dans la région comme une guerre par procuration entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Les Houthis, qui contrôlent la capitale et la plupart des grands centres urbains, nient être des marionnettes de Téhéran et disent combattre un système corrompu. Un accord (de Stockholm) a pu être négocié sous l'égide de l'ONU en décembre 2018 pour une désescalade.

128 prisonniers rapatriés d'Arabie saoudite par le CICR

Quelque 128 rebelles yéménites ont été libérés jeudi par l'Arabie saoudite. Le Comité international de la Croix-Rouge les a rapatriés à Sanaa. Ils ont été accueillis par les chefs rebelles houthis et par leurs familles.

Cette nouvelle libération est un bon signe.

Les efforts se multiplient pour mettre fin à la guerre. Ce rapatriement fait suite à une baisse des attaques menées par les rebelles contre l'Arabie saoudite voisine.

Début novembre, les déclarations d'un responsable saoudien ont permis d'apprendre l'existence d'un canal de discussions pour mettre fin à la guerre.

Mais dans le même temps, les violences se poursuivent, certes avec une moindre intensité. Selon l'ONU, au moins 10 civils ont été tués mercredi à Saada (nord).

« Dynamique constructive en cours pour atteindre un règlement politique », selon l'ONU

« Nous avons vu les parties travailler ensemble avec le soutien de l'Arabie saoudite, des puissances régionales, de la communauté internationale et des Nations Unies pour parvenir à un compromis sur une série de problèmes », a déclaré Martin Griffiths, l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Yémen.

Un compromis qui porte notamment sur la situation dans les gouvernorats du sud du pays, la désescalade des hostilités et les défis économiques.

L'Envoyé spécial estime que la nécessité d'un « leadership qui crée la paix » commence à voir le jour au Yémen.

Début novembre, le gouvernement yéménite et le Conseil de transition du sud (des séparatistes du sud appuyés par les Emirats arabes unis) sont parvenu à Riyad à un accord sous la médiation de l'Arabie saoudite pour un partage du pouvoir dans le sud du Yémen.

L'Envoyé spécial a également salué la baisse « drastique » ces deux dernières semaines du nombre de frappes aériennes, 80% moins nombreuses que les deux semaines précédentes. Plusieurs périodes de 48 heures sans aucune frappe aérienne ont également été constatées pour la première fois depuis le début du conflit.

Autre front, la cessation des attaques par missiles et drones sur le territoire saoudien annoncées par les Houthis le 20 septembre a été maintenue pour un deuxième mois d'affilée et les efforts visant à désamorcer la violence tiennent, a dit l'Envoyé spécial.

Concernant la mise en œuvre de l'accord de Stockholm, M. Griffiths dit voir des signes positifs à Hodeïda. Ce mois-ci, le bureau de l'Envoyé spécial et le gouvernement yéménite ont établi un mécanisme permettant les dépôts de taxes et droits de douanes pour les livraisons de pétrole et de gaz sur un compte spécial de la Banque centrale sous supervision de l'ONU.

« Le résultat est que les bateaux transportant du carburant entrent désormais dans le port d'Hodeïda et qu'une crise a été évitée », a dit M. Griffiths.
Dans la province d'Hodeïda, les parties ont renforcé leur respect du cessez-le-feu.

L'envoyé onusien a toutefois déploré les restrictions croissantes imposées aux mouvements du personnel de la Mission des Nations Unies pour l'appui à l'Accord d'Hodeïda (UNMHA) et dit espérer que les autorités compétentes feront le nécessaire pour les lever.

Sources : RFI, AFP, Reuters, ONU

AFRIQUE

Libye : le gouvernement d'union nationale signe un accord militaire avec la Turquie

28 novembre 2019

Rappel du contexte

Depuis la chute en 2011 du régime du dictateur Mouammar Kadhafi après une révolte populaire, la Libye est plongée dans le chaos avec de nombreuses milices qui font la loi et une lutte de pouvoir depuis 2016 entre le GNA (gouvernement légitime) et M. Haftar, à la tête d'une Armée nationale libyenne (ALN) autoproclamée.

Khalifa Haftar, rebelle soutenu par l'alliance constituée des USA - Arabie Saoudite - Emirats Arabes Unis - Égypte - Russie, mène une offensive contre le gouvernement installé par l'ONU et reconnu par la communauté internationale depuis début avril.

Le gouvernement légitime est soutenu par l'alliance adverse : Turquie – Frères musulmans.

Le Maréchal Haftar se pose en champion de la lutte contre les jihadistes, mais son offensive sur Tripoli est toujours mise en échec par les forces de son rival, le Premier ministre Fayeze al-Sarraj et les milices islamistes alliées.

De nombreux pays violent l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à ce pays depuis 2011.

Soutien militaire turc renforcé auprès du gouvernement soutenu par des milices islamistes

La signature à Istanbul ce mercredi 27 novembre d'un accord militaire et sécuritaire entre le gouvernement d'union nationale dirigé par Fayeze el-Sarraj et la Turquie accentue la division en Libye.

L'accord a été signé lors d'une rencontre entre le président turc Erdogan et le responsable libyen Fayeze el-Sarraj, soutenu par la communauté internationale. Les clauses du document n'ont pas été révélées et cela provoque un tollé à l'est du pays sous le contrôle de Khalifa Haftar.

Selon Ankara, cet accord est censé « renforcer les liens entre les deux armées ».

Le gouvernement Fayeze el-Sarraj avait déjà signé plusieurs accords avec la Turquie. Les livraisons turques d'armes et de drones armés à destination des milices de Tripoli leur avaient permis de reprendre la ville stratégique de Gharyan des mains du général Khalifa Haftar.

Parmi tous les responsables étrangers impliqués dans le dossier libyen, Recep Tayyip Erdogan est le plus clair. Il a promis de faire tout son possible pour que les milices islamistes gagnent, en leur accordant des aides politiques, militaires, logistiques et de renseignements.

Violations de l'embargo sur les armes et mercenaires étrangers

Assez régulièrement, l'ONU appelle les pays impliqués à ne pas violer l'embargo. Il semble cependant que l'intervention indirecte de pays étrangers dans le conflit libyen progresse. Ces

pays ne violent pas uniquement l'embargo sur les armes, mais envoient également de plus en plus de mercenaires qui participent à la lutte pour le compte d'une des parties en conflit.

L'autre bataille pour le contrôle des champs pétroliers

En Libye, depuis huit mois, la bataille de Tripoli s'éternise. Mais une bataille parallèle s'est engagée dans le sud-ouest du pays, dont l'objectif est le contrôle des sites pétroliers.

Ce mercredi, à l'aube, par surprise, plusieurs véhicules armés ont fait irruption dans le champ pétrolier al-Fil, le plus grand du pays, situé en plein désert au Sud-Ouest.

L'ANL, l'Armée nationale libyenne, dirigée par Khalifa Haftar, a accusé les forces fidèles au gouvernement d'union nationale de mener l'attaque avec des mercenaires tchadiens.

Sur des vidéos montrant l'occupation du site, on voit des jeunes hommes armés qui fêtent leur victoire sur les lieux en s'exprimant en arabe tchadien.

Des renforts en provenance des villes voisines sont ensuite venus aider l'ANL à reprendre sa position. L'aviation de Khalifa Haftar est également entrée en jeu, et a mené des frappes visant les véhicules des assaillants.

Les champs pétroliers sont donc l'objet de toutes les convoitises, notamment parce qu'ils sont le symbole du pouvoir en Libye. Ces deux dernières années, ils sont passés entre les mains des deux camps à plusieurs reprises.

Depuis 2018, c'est Khalifa Haftar qui en a le contrôle.

La souffrance des civils

Des centaines de civils sont morts dans les affrontements à Tripoli depuis le début de la dernière vague de violence en avril, dont 53 migrants tués lors d'un bombardement sur le centre de détention de Tajoura en juillet.

Environ 128.000 civils ont été déplacés à la suite des combats dans ce pays.

Sources : RFI, ONU

Sahel : l'impossible lutte contre les djihadistes

29 novembre 2019

Rappel du contexte

Face aux attaques djihadistes, force est de constater que la force multinationale (Mauritanie, Mali, Burkina, Niger, Tchad) qui devait comprendre 5.000 hommes, l'opération Barkhane (4.500 militaires français), et la Minusma (Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation pour le Mali, 13.000 hommes) n'arrivent pas à faire front.

Depuis plusieurs mois, le nord du Burkina et le centre du Mali subissent des attaques djihadistes. Les attaques terroristes dans l'espace du G5 Sahel ont fait 500 victimes de juin à septembre 2019. Des analystes pensent que plusieurs groupes terroristes seraient à la manœuvre dans ces récentes attaques. Et posent la question de leur possible collaboration.

Mi-septembre, les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont donc décidé d'un plan d'un milliard de dollars sur quatre ans pour éviter notamment que les jihadistes étendent leurs attaques aux pays situés plus au sud.

Le président de la commission de la Cédéao, Jean-Claude Brou, avait rappelé : "2.200 attaques ces quatre dernières années, 11.500 morts, des milliers de blessés", "des millions de déplacés", une "activité économique considérablement affectée", des "conflits intercommunautaires exacerbés" au Sahel et une menace qui s'étend au Sud.

Par ailleurs, la France a récemment déploré l'engagement non encore tenu par l'Arabie saoudite concernant sa promesse de financement à hauteur de 100 millions d'euros, prise en décembre 2017, de la force de sécurité conjointe du G5 Sahel engagée contre les groupes jihadistes.

Mali : le groupe EI affirme avoir provoqué la collision des hélicoptères français

Le groupe jihadiste État islamique a affirmé jeudi 28 novembre avoir provoqué la collision entre deux hélicoptères français, dans laquelle 13 soldats ont trouvé la mort au Mali, en forçant un des appareils à battre en retraite après une embuscade. Mais l'armée française dément.

Les deux hélicoptères militaires français sont **entrés en collision lundi 25 novembre** durant une opération de combat de nuit contre des jihadistes dans le sud du Mali en guerre. Selon l'armée française, ils avaient été appelés en appui de commandos parachutistes engagés contre des ennemis.

Mali : « inefficace » ou « indispensable », la présence de Barkhane fait débat

Le président français a fait savoir ce jeudi 28 novembre qu'il allait réclamer à ses alliés une « plus grande implication » contre « le terrorisme » au Sahel. Mais au Mali, des voix s'élèvent contre la présence militaire française. Une fronde qui n'est pas partagée par tous les camps politiques et la société civile.

Aujourd'hui, si un certain nombre de Maliens remettent en cause la pertinence de la force Barkhane, aucun dirigeant du pays n'a demandé son départ. Emmanuel Macron a reçu ce jeudi 28 novembre à l'Élysée le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg.

Pour Emmanuel Macron, l'ennemi commun des membres de l'Otan n'est ni la Russie, ni la Chine, mais le terrorisme. Un ennemi face auquel, juge-t-il, la France est en première ligne. Le président français entend profiter du prochain sommet de l'Alliance atlantique à Londres pour réclamer à ses alliés « *une plus grande implication* » contre « *le terrorisme* » au Sahel.

Mali : forte progression des attaques djihadistes

Au Mali les violences jihadistes se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant à des conflits intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts.

De larges pans du territoire échappent au contrôle du pouvoir central malien.

Les doutes sont renforcés quant à la capacité du gouvernement à faire face à la situation, malgré l'appui de missions armées française (Barkhane), africaine (le G5 Sahel) et onusienne.

La dégradation va de pair avec une sévère crise humanitaire (4 millions de personnes), près de 170.000 personnes déplacées et 1/5^e de la population ayant besoin d'une aide humanitaire.

Selon le dernier rapport de la Minusma (la force de l'ONU), entre juin et septembre, les groupes jihadistes ont mené plus de 60 attaques au Mali. Près d'un tiers se sont déroulées dans les régions du centre.

Le 30 septembre notamment, une double attaque a tué plus de 80 soldats maliens.

Les populations locales doutent de l'efficacité de la Minusma, au point d'avoir manifesté pour réclamer son départ.

Burkina Faso : violences très fortes

Le Burkina Faso, pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, est pris depuis quatre ans et demi dans une spirale de violences, attribuées à des groupes armés jihadistes.

Depuis début 2015, les attaques jihadistes, de plus en plus fréquentes et meurtrières, surtout dans le nord et l'est, ont fait plus de 585 morts, selon un comptage de l'AFP.

Les attaques contre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité se multiplient, malgré des opérations dans différentes régions.

Ouagadougou, la capitale, a été touchée à trois reprises par des attentats.

La sécurisation de l'arsenal des forces armées est devenue un véritable enjeu.

Car les bases militaires, gendarmeries, postes de police sont de plus en plus la cible d'attaques qui permettent aux assaillants de voler du matériel.

Ces attaques ont créé une crise humanitaire avec près de 300.000 déplacés qui ont fui le nord et l'est pour se réfugier plus au sud à où la pression jihadiste est moins forte.

Les attaques ont aussi attisé les violences intercommunautaires.

Et environ 2.000 écoles sont fermées.

Face à la multiplication des attaques dans les régions du Sahel, du Nord, et du Centre-Nord, les gouverneurs respectifs de ces régions ont annoncé des mesures, réduisant la circulation dans leurs régions.

Comme au Mali, des manifestants ont dénoncé la présence de forces étrangères.

Selon les organisateurs du rassemblement, la présence de forces étrangères ne vise qu'à « renforcer la domination des ex-puissances coloniales et le pillage des ressources naturelles » de leurs pays.

« *La lutte contre le terrorisme est devenue, de nos jours, un prétexte pour les forces étrangères de s'installer dans les pays de la sous-région. Leur seul objectif : exploiter les ressources telles que l'uranium, le gaz, le pétrole, l'or et le diamant, entre autres* », a déclaré Gabin Korbeogo, président de l'Organisation démocratique de la jeunesse.

Les déplacés au Burkina Faso isolés des humanitaires à cause des violences

Les humanitaires s'inquiètent de la dégradation de la situation des quelque 500 000 personnes déplacées, dans le nord et l'est du pays. En raison de l'insécurité, les humanitaires n'arrivent plus à venir en aide aux populations qui fuient les violences.

Non seulement la population est en détresse, mais le risque est réel que les jeunes soient enrôlés dans des groupes armés.

Car les populations locales ne peuvent plus aider les déplacés au Burkina Faso.

Niger : les jihadistes ciblent les chefs de villages

De plus en plus de chefs de villages sont assassinés par des jihadistes dans le nord de la région de Tillabery, frontalière du Mali. Ces représentants de l'autorité sont sans défense depuis le début de l'insécurité. Traqués par l'armée, les jihadistes se vengent sur les paisibles populations en tuant et brûlant leurs cases.

Une crise humanitaire dramatique secoue le Sahel central

Le conflit au Sahel dévaste l'agriculture et les économies rurales, et près d'un enfant sur trois n'est pas scolarisé dans de nombreuses zones touchées par le conflit.

L'impact sur les 20 millions de personnes qui vivent actuellement dans des zones de conflit à travers la région est dramatique.

Cette année, 2,4 millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire dans le Sahel central - un chiffre qui pourrait augmenter. Le Programme alimentaire mondial intensifie son action en fournissant cette année une aide alimentaire et nutritionnelle à plus de 2,6 millions de personnes dans les trois pays du Sahel central.

Sources : RFI, AFP

La Banque africaine de développement double son capital

1^{er} novembre 2019

Le capital de la Banque africaine de développement va plus que doubler, pour passer à 208 milliards de dollars. Une hausse qui permettra à la première institution de financement du développement en Afrique d'accélérer ses nombreux projets.

C'est la cinquième fois que la Banque africaine de développement procède à une augmentation de capital depuis sa création en 1964 mais, c'est de loin, la plus importante.

Les 80 actionnaires de l'institution sont amenés à mettre la main à la poche pour augmenter les fonds propres.

Source : RFI

Poutine se félicite de la « nouvelle page » ouverte avec l'Afrique à Sotchi

24 octobre 2019

Le premier sommet Russie-Afrique s'est achevé le 24 octobre à Sotchi. Moscou veut marquer son retour sur le continent et entend pérenniser ce type de rendez-vous.

Vladimir Poutine s'est félicité que le sommet ait « *ouvert une nouvelle page* » des relations entre la Russie et l'Afrique. Il a réussi à mobiliser.

L'intégralité des 54 pays d'Afrique étaient représentés, dont 43 d'entre eux par leur chef d'État et de gouvernement. Pour autant, aucun contrat majeur n'a été annoncé. Mais le président russe se félicite d'avoir posé les bases. À l'exemple de la Chine, la Russie veut aussi nouer des alliances avec les pays africains au sein de l'ONU, afin de pour peser davantage.

Source : RFI

Niger : grogne dans le Nord en raison de la baisse de l'immigration clandestine

23 novembre 2019

Avec le soutien de l'UE, Niamey a voté en 2015 une loi érigeant en crime le trafic de migrants, passible de peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison.

Parallèlement, les forces de sécurité multiplient les patrouilles dans le désert.

Donc tout le business lié aux passages de migrants s'effondre à Agadez, la grande ville du nord du Niger par où transitaient des milliers d'Africains voulant rejoindre les côtes méditerranéennes puis l'Europe.

Sans la manne économique que représentaient les migrants, c'est la grogne.

Selon un élu d'Agadez, cette baisse du flux "fait perdre" à la municipalité "des centaines de millions de FCFA de recettes directes".

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dit avoir aidé plus de 40.000 migrants à rentrer volontairement dans leur pays d'origine "depuis l'adoption de la loi pénalisant la migration irrégulière par le Niger".

Source : AFP

Sénégal : un maître coranique qui enchaînait des enfants talibés arrêté

26 novembre 2019

Au Sénégal, les talibés, ces enfants étudiants dans des écoles coraniques, sont nombreux à être victimes de mauvais traitements et à mendier. Dans un village, au nord de Dakar, les forces de

l'ordre ont arrêté un maître coranique qui enchaînait ses élèves. Une pratique courante. D'après les ONG, 100 000 enfants talibés sont dans les rues. Ils seraient 30 000 rien que dans la capitale.

Source : RFI

Nigeria : la police libère 259 personnes d'une nouvelle maison de correction islamique

5 novembre 2019

Au Nigeria, 9 millions d'enfants et d'adolescents seraient enrôlés dans ce type d'écoles islamiques privées, appelées « écoles Almajiri ». Elles sont très répandues dans le nord, surtout musulman, où la pauvreté est très élevée et où les services publics sont souvent absents.

Il s'agit souvent de la seule alternative pour la scolarisation des enfants les plus pauvres. Pour certains parents, c'est aussi une manière de placer un enfant difficile, délinquant ou sous addiction à la drogue...

La consommation de drogues est élevée.

Les dérives sont nombreuses et ces institutions se transforment parfois en véritables « *maisons de l'horreur* ». Consciente du problème, la présidence nigériane a fait part, en juin, de sa volonté de réformer le système Almajiri.

Les raids se multiplient.

En quelques semaines, plus de 1 000 jeunes ont été libérés par la police au cours d'interventions dans des écoles religieuses du nord du pays.

Début novembre, la police nigériane a libéré 259 personnes d'une maison de correction islamique, cette fois dans le sud-ouest du Nigeria.

Des hommes, des femmes et des enfants étaient enfermés et retenus en otages dans un centre de détention illégal géré par une mosquée à Ibadan.

Source : RFI

Nigeria : le PDG d'Air Peace soupçonné d'avoir blanchi des millions de dollars via des ONG qui lui appartenaient

24 novembre 2019

Allen Ifechukwu Athan Onyema, le patron de Air Peace, a été inculpé par la justice américaine. Il est soupçonné d'avoir blanchi des millions de dollars via des ONG qui lui appartenaient. Dans des déclarations à la presse nigériane, il affirme que ces allégations sont fausses et que son seul souci a toujours été de « construire le Nigeria ».

Air Peace, qui dessert des villes au Nigeria, au Liberia et au Sénégal notamment, possède une flotte de 23 avions, essentiellement des Boeing 737, achetés aux États-Unis.

Selon la justice américaine, l'entrepreneur Allen Ifechukwu Athan Onyema a acheté des avions aux États-Unis avec des fonds provenant de plusieurs ONG.

Source : RFI

Le Nigeria impose un meilleur partage des revenus pétroliers

10 novembre 2019

Le Nigeria, premier producteur de pétrole d'Afrique, a adopté une nouvelle législation visant à bénéficier d'un meilleur partage des ressources avec les majors internationales, une mesure qualifiée de "moment décisif" par le président Muahammedu Buhari.

Selon Abuja, qui revendique tardivement une "part équitable" de ses revenus pétroliers, cet amendement ramènera des milliards de dollars dans les coffres de l'Etat. Mais des experts y voient surtout une tentative pour grossir sa trésorerie dans un contexte économique difficile et mettent en garde sur le risque de faire fuir les investisseurs étrangers.

Le Nigeria vient en effet de proposer un budget historique - près de 34 milliards de dollars - pour 2020.

Malgré d'importantes réserves de pétrole et de gaz, la majorité des habitants du pays le plus peuplé d'Afrique vit dans l'extrême pauvreté, avec moins de 1,90 dollar par jour.

Source : AFP

Afrique de l'Est : plus de 2,5 millions de personnes sinistrées par des inondations majeures

29 novembre 2019

À Abidjan, un forum continental veut sensibiliser sur les risques d'inondations

Chaque année, des pluies très abondantes font sortir plusieurs fleuves de leurs lits. Les inondations sur le continent font des centaines de morts et créent des dégâts économiques dans des pays fragiles. À Abidjan, se tient jusqu'à vendredi soir un colloque international visant à identifier et trouver des solutions en termes de prévention des risques de catastrophes naturelles.

Que ce soit à Grand-Bassam, Kinshasa ou Bangui, ces dernières semaines ces villes ont connu d'importantes inondations. Ces fortes pluies et ces inondations ont touché au moins 2,5 millions de personnes en Afrique de l'Est, notamment au Soudan du Sud, au Soudan, en Éthiopie, en Somalie, au Kenya et en Ouganda.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), cela a également poussé des personnes à fuir leur domicile et entraîné la perte de biens, de récoltes et de bétail.

Dans ces conditions, l'OMS indique avoir renforcé ses actions de surveillance des maladies dans la région.

Selon OCHA, des précipitations plus abondantes que d'habitude devraient se poursuivre en Afrique de l'Est, ce mois-ci et le mois prochain, avec des risques d'inondations encore plus importants.

RDC : après la catastrophe, l'urbanisme de Kinshasa pointé du doigt

Au moins 41 personnes sont mortes en raison des inondations. Les spécialistes, à l'instar des architectes, mettent en cause le non-respect des règles de l'urbanisme.

Congo-Brazzaville : des dégâts immenses après les inondations

Le bilan des inondations au Congo-Brazzaville a été revu à la hausse. Selon des sources humanitaires, le ministère congolais des Affaires sociales estime, le 26 novembre, désormais à 100 000 le nombre de personnes sinistrées.

En cause, de très fortes pluies qui ont fait sortir l'Oubangui et le fleuve Congo de leur lit. Les autorités congolaises n'ont pour le moment communiqué aucun bilan des pertes en vies humaines. La semaine dernière, la presse progouvernementale congolaise faisait état de 3 morts.

Confrontées à de graves difficultés financières, les autorités congolaises ont lancé la semaine dernière un appel aux organisations humanitaires.

Si les inondations sont récurrentes dans le pays, cet épisode reste exceptionnel.

Djibouti : 9 morts

La petite république de Djibouti est touchée par de graves inondations depuis jeudi 21 novembre. Selon un dernier bilan, 9 personnes ont perdu la vie ces derniers jours.

Le gouvernement a déclenché un plan d'urgence, mobilisant des ressources militaires pour porter secours aux victimes.

Somalie : plus de 300.000 personnes touchées par les inondations alors que le pays est déjà frappé par la sécheresse

Quelques mois après une sécheresse dévastatrice qui laissa plus de six millions de personnes dans le besoin d'aide humanitaire, les habitants de la Somalie sont maintenant confrontés à des fortes pluies et à des inondations soudaines.

Cela a entraîné le déplacement de plus de 300.000 personnes en Somalie et au Somaliland depuis septembre dernier.

Selon l'Agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR), l'impact des inondations a été dévastateur pour les communautés locales somaliennes.

De l'aide humanitaire est apportée aux populations en détresse. Mais le HCR avertit que ces opérations aériennes dépendent en grande partie de la disponibilité de pistes d'atterrissage, car les eaux de crue ont englouti une vaste région. L'Organisation mondiale de la santé s'organise aussi pour éviter des épidémies, notamment de choléra.

Ethiopie : 10 morts, des centaines de milliers de déplacés après des intempéries

En Ethiopie, des inondations ont entraîné le déplacement de 220.000 personnes et la perte de biens et de moyens de subsistance. Au total, plus d'un demi-million de personnes ont été touchées par les récentes inondations.

Soudan du Sud

Les inondations saisonnières survenues depuis juillet ont touché plus de 900.000 personnes, notamment des personnes déplacées, des réfugiés et les communautés qui les accueillent. Les organismes humanitaires redoutent que ces intempéries durent encore quatre à six semaines et ne mettent davantage de personnes en danger.

Face à l'urgence humanitaire, comme c'est souvent le cas, le financement est un problème. « Au Soudan du Sud, par exemple, l'ONU et les partenaires humanitaires ont un besoin urgent de 35 millions de dollars pour accroître la réponse », a indiqué le porte-parole d'OCHA.

Sources : RFI, ONU, Reuters

Le Kenya et la Somalie normalisent leurs relations

14 novembre 2019

Le Kenya et la Somalie normalisent leurs relations. C'est l'annonce surprise faite par les présidents des deux pays. Depuis des mois, les relations étaient très dégradées après une série de désaccords, notamment autour de la souveraineté sur un vaste territoire maritime frontalier où se trouvent d'importantes réserves de pétrole.

S'agissant de la dispute maritime qui doit être tranchée l'année prochaine par la Cour internationale de justice, aucune annonce spectaculaire. Les 2 pays pensent à des pourparlers directs.

Source : RFI

Barrage de la Renaissance : Donald Trump se pose en médiateur

7 novembre 2019

Le « grand barrage de la Renaissance », infrastructure unique en Afrique, construite par l'Éthiopie sur le Nil Bleu, est aux deux-tiers achevée. Les Éthiopiens veulent désormais remplir le réservoir le plus vite possible. Ce que refusent les Égyptiens qui craignent une forte baisse de leurs ressources en eau.

Les tensions sont fortes entre l'Égypte et l'Éthiopie concernant ce barrage, alors que la sécheresse s'annonce dans la Corne de l'Afrique.

Donald Trump a reçu les représentants de l'Égypte, du Soudan et de l'Éthiopie à Washington, au sujet du barrage sur le Nil Bleu, au cœur des tensions entre les trois pays.

Source : RFI

Mozambique : nouvelles attaques djihadistes meurtrières

4 novembre 2019

Le gouvernement est impuissant depuis deux ans face à une mystérieuse insurrection islamiste qui a fait des centaines de morts dans le nord et poussé des dizaines de milliers de personnes à fuir leurs villages. Les attaques risquent aussi d'y retarder l'exploitation très attendue de prometteuses réserves sous-marines de gaz.

D'importants renforts militaires ont été déployés dans la région ces derniers mois. Début octobre, les autorités ont annoncé la mort de 9 insurgés islamistes dans des combats avec l'armée.

Mais 2 attaques jihadistes ont fait une quinzaine de morts début novembre.

Sources : RFI, AFP

Centrafrique : les groupes armés font toujours parler d'eux

28 novembre 2019

Rappel du contexte

La Centrafrique, l'un des pays les plus pauvres du continent, est ravagé par une guerre civile depuis que la Séléka, une coalition ethnique musulmane de groupes armés, a renversé le régime du président François Bozizé en 2013.

Le 6 février 2019, le gouvernement et 14 groupes armés ont signé un accord de paix à Khartoum, censé mettre un terme aux combats opposant les rebelles aux forces loyalistes mais aussi entre ces groupes armés rivaux, qui contrôlent 70% du territoire.

Depuis le début de la guerre civile, l'embargo sur les armes était total pour le pays même s'il a bénéficié depuis 2017 de quelques exemptions accordées par l'ONU, notamment à la Russie et à la France. Combattre les groupes armés est donc difficile, d'autant plus que ceux-ci s'approvisionnent facilement en armes.

Le 14 septembre, l'embargo a été nettement assoupli.

La Russie fournit déjà beaucoup d'armes à la Centrafrique, mais le président Faustin-Archange Touadéra en demande davantage à son homologue russe Vladimir Poutine, afin de pouvoir combattre efficacement les groupes armés.

Vladimir Poutine qualifie la Centrafrique de "partenaire prometteur". Ce pays regorge en effet de gisements d'aluminium, de cuivre, d'*or*, de *diamant*, d'uranium et de puits de *pétrole*.

Depuis l'accord de paix de février 2019, les violences ont considérablement baissé en intensité dans le pays même si des groupes s'affrontent encore de manière sporadique.

Même si les chiffres ont sensiblement baissé, la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca) répertorie entre 50 et 70 violations de l'accord chaque semaine.

Tensions entre le gouvernement centrafricain et un groupe rebelle

Abdoulaye Miskine, président du Front démocratique du peuple centrafricain, un mouvement rebelle signataire des accords de Khartoum, a été arrêté avec ses compagnons il y a dix jours alors qu'il venait de traverser la frontière entre la Centrafrique et le Tchad. Pour ses avocats, ils venaient solliciter une médiation du Tchad au sujet de la mise en œuvre des accords.

Les autorités tchadiennes ne doivent pas extradier Abdoulaye Miskine et ses compagnons. C'est ce que disent les avocats d'Abdoulaye Miskine. Les défenseurs des rebelles font aussi remarquer qu'en tant que signataire des accords de Khartoum, Abdoulaye Miskine et ses compagnons ne devraient pas être poursuivis par l'État centrafricain.

L'ONU prolonge le mandat de la Minusca pour les élections

À l'ONU, le mandat de la force onusienne pour la stabilisation de la Centrafrique a non seulement été renouvelé, et voté à l'unanimité, un signe de confiance fort, mais il a aussi été élargi, ce vendredi 15 novembre.

Le chef de la Minusca, Mankeur Ndiaye, et le gouvernement centrafricain ont obtenu ce qu'ils avaient demandé au Conseil de sécurité. Ils se souvenaient du rôle primordial qu'avait tenu la force onusienne dans le bon déroulement des élections de 2015-2016. Pour eux, il fallait s'assurer qu'il en serait de même pour le scrutin de l'an prochain.

La Mission des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca) pourra disposer d'effectifs allant jusqu'à 11 650 soldats et 2 080 policiers. Elle sera chargée de veiller au bon fonctionnement des élections qui doivent se dérouler dès décembre 2020, les premières depuis la signature de l'accord de paix de Khartoum en février 2019.

Sources : RFI, AFP

Des milliers de Centrafricains réfugiés en RDC rentrent volontairement en RCA avec l'appui du HCR

22 novembre 2019

Selon le HCR, près de 600.000 réfugiés centrafricains vivent en RDC et dans d'autres pays voisins, tandis qu'un nombre égal reste déplacé à l'intérieur des frontières de la RCA.

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) aide des réfugiés centrafricains exilés en RDC à rentrer chez eux, dans le cadre du premier programme de rapatriement consenti.

Ce projet a été lancé pour aider environ 172.000 personnes déracinées depuis 2013 à rentrer volontairement dans leur pays.

Le démarrage du programme de rapatriement volontaire fait suite à un accord tripartite signé par le HCR et les gouvernements de la RDC et de la RCA en juin 2019.

La majorité des réfugiés centrafricains vivaient en RDC après avoir été contraints de fuir la violence dans leur pays. Les rapatriés ont déclaré que l'amélioration de la situation sécuritaire dans leur région d'origine ainsi que l'accord de paix conclu entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés avaient principalement motivé leur décision de mettre fin à leur exil.

Source : ONU

Burundi : le paludisme frappe toujours plus fort, omerta à Bujumbura

5 novembre 2019

Il y a au Burundi plus de 7,2 millions de personnes atteintes du paludisme. Un chiffre énorme rapporté aux quelque 11,5 millions d'habitants du pays. Mais le gouvernement n'a jamais voulu déclarer une épidémie.

Source : RFI

Soudan du Sud : face au manque de volonté politique pour mettre fin à la guerre, Washington rappelle son ambassadeur

25 novembre 2019

Rappel du contexte

Le 12 novembre, le chef rebelle Riek Machar était censé rentrer à Juba pour occuper le poste de premier vice-président, avant la formation d'un gouvernement d'union nationale. La dernière fois que Riek Machar était rentré définitivement au pays, c'était en 2016. Mais la guerre avait repris peu après.

Plus d'un an après la signature de l'accord de paix, son application accuse un retard chronique. Deux points sont particulièrement sensibles : la sécurité entourant le retour du chef rebelle et les divisions administratives du pays, le président Kiir étant accusé de vouloir favoriser son ethnie, les Dinkas.

Riek Machar était à Juba. Mais malgré plusieurs rencontres avec le chef de l'État, sa visite n'a pas fait bouger les lignes. La situation est toujours confuse au Soudan du Sud. Riek Machar est reparti à Khartoum, son lieu d'exil, sur un constat d'échec.

Selon son entourage, l'opposant ne rentrera pas tant que l'armée unifiée ne sera pas opérationnelle... La formation de cette force de 83 000 soldats et anciens rebelles accuse un énorme retard. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit déçu par l'intransigeance de Riek Machar.

Le Soudan du Sud a prolongé sa transition de 100 jours et attend désormais un gouvernement d'union pour février. En attendant, l'intensité du conflit a diminué depuis l'accord de paix de septembre 2018, même si la population n'a pas repris sa vie normale et attend de voir ce qui se passera. Après plus de 400 000 morts, les Sud-Soudanais sont épuisés par la guerre.

Les USA prennent des sanctions

Les États-Unis ont rappelé leur ambassadeur pour « réexaminer » les relations avec ce pays en guerre après l'échec à former un gouvernement d'union nationale dans les délais prévus, a annoncé le département d'État américain.

D'autre part le Trésor américain a pris des sanctions contre deux hommes d'affaires et les six sociétés qu'ils contrôlent. Ils sont accusés de corruption et de fraudes multiples en lien avec des officiels du gouvernement à Juba.

Très bien connectés au sein du pouvoir, ils sont désormais sur la liste noire du Trésor américain. Les avoirs aux États-Unis d'Ashraf Seed Ahmed al-Cardinal et Kur Ajing Ater sont gelés. Toute transaction impliquant des Américains leur est également interdite.

La sous-secrétaire d'État américaine Sigal Mandelker explique que les activités de ces deux individus alimentent la guerre civile dans le pays. Les deux hommes d'affaires et six de leurs sociétés servaient notamment à préserver l'argent d'officiels sud-soudanais déjà sous sanctions, afin qu'ils puissent conserver leur fortune hors du pays.

Ils ont également versé des pots-de-vin afin de décrocher des marchés publics, alimentant un vaste système de corruption impliquant des responsables du gouvernement. Une de ces entreprises a même importé des véhicules blindés utilisés par l'armée contre des civils.

Crise humanitaire

Le Soudan du Sud représente la plus grande crise de réfugiés en Afrique, avec près de 2 millions de déplacés internes et plus de 2 millions de Sud-Soudanais réfugiés en Ouganda, Éthiopie, Kenya, République centrafricaine et République démocratique du Congo.

Et plus de la moitié des 6,35 millions de Sud-Soudanais sont toujours confrontés à une grave insécurité alimentaire, même si les différentes agences de l'ONU aident de leur mieux la population.

Un progrès toutefois, dans le pays il faut noter le maintien du cessez-le-feu permanent dans la plupart du pays. Malgré la réduction des violences, les obstacles administratifs aux livraisons humanitaires demeurent malheureusement encore trop fréquents.

D'autre part, si des progrès ont été accomplis, il faut noter que les violences sexuelles se poursuivent à des niveaux élevés, avec une forte impunité, pendant que des enfants continuent d'être recrutés de force comme soldats, notamment par l'opposition.

Source : RFI

Afrique australe : l'ONU appelle à aider 45 millions de personnes menacées par la faim

31 octobre 2019

Près de 45 millions de personnes se retrouveront en situation de grave insécurité alimentaire d'ici les prochains mois dans les 16 pays formant la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), ont averti les agences alimentaires des Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial ([PAM](#))

demandent un financement urgent afin d'éviter une grave crise alimentaire et appellent la communauté internationale à continuer d'investir sur le long terme.

Les raisons : sécheresses, inondations, orages, qui ont détruit de nombreuses récoltes. Cela entraîne l'augmentation des prix des produits alimentaires, ce qui aggrave la crise alimentaire. Les agences alimentaires de l'ONU intensifient leurs interventions afin de venir en aide à des millions de personnes d'ici mi-2020.

Source : ONU

Zimbabwe : la famine menace

29 novembre 2019

Les Nations unies tirent la sonnette d'alarme concernant la situation alimentaire du Zimbabwe. Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation vient de passer dix jours dans le pays et son bilan est sans appel.

Selon Hilal Elver, des Nations unies, 60% de la population zimbabwéenne ne peut plus se nourrir convenablement.

En cause, selon elle, la sécheresse **et la crise économique** dans laquelle le pays s'enfonce, notamment l'inflation.

De plus, **les sanctions internationales** contre le Zimbabwe empêchent le gouvernement d'obtenir des financements pour importer de la nourriture.

Fin octobre, le gouvernement zimbabwéen a organisé des manifestations pour tenter de faire tomber les sanctions occidentales.

Les sanctions américaines visent plusieurs entreprises et une centaine d'individus, dont le président Emmerson Mnangagwa. Washington assure que ces mesures pénalisent surtout les fermes et les entreprises dont ces personnes sont propriétaires et que la faillite de l'économie zimbabwéenne est avant tout le résultat de la gestion calamiteuse des dirigeants du pays.

De son côté, l'Union européenne affirme que ces sanctions n'ont aucune conséquence sur la population. Dans sa « croisade » contre les sanctions occidentales, le Zimbabwe peut au moins compter sur le soutien de la SADC, la communauté de développement de l'Afrique australe, qui a demandé une nouvelle fois à ce que celles-ci soient complètement levées.

Source : RFI

Le FMI dévoile ses perspectives économiques pour l'Afrique subsaharienne

29 octobre 2019

En 2020, en Afrique subsaharienne, 24 pays verront leur revenu par habitant augmenter plus vite que le reste du monde et 21 autres devraient, au contraire, enregistrer une croissance par habitant plus faible que la moyenne mondiale.

C'est ce qui ressort du dernier rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur les perspectives économiques en Afrique subsaharienne. Le FMI table sur une croissance de 3,6 %

en 2020 sur cette zone, contre 3,2 % en 2019. Pour le FMI, la pression démographique ne fait pas partie des risques de dégradation de la croissance à court terme, mais à long terme oui.

D'autre part, il va falloir, d'ici dix ans, créer beaucoup plus d'emplois, surtout dans les pays pétroliers.

Il faut limiter aussi l'émigration dans les pays développés, car les pays ont besoin des jeunes pour avancer.

Source : RFI

Violences sexuelles lors de conflits en Afrique : des crimes toujours impunis

25 novembre 2019

La Fédération internationale des droits de l'homme a publié un rapport sur les procédures judiciaires dans les affaires de violences sexuelles en Afrique. La FIDH constate que les crimes commis en période de crise ou de conflit restent toujours impunis.

Source : RFI

Afrique du Sud : les violences faites aux femmes cause nationale

23 novembre 2019

En quelques mois, la lutte contre les violences faites aux femmes est devenue une priorité nationale en Afrique du Sud, tout comme les inégalités raciales et sociales.

Les féminicides sont un fléau : une femme y est assassinée toutes les trois heures et, chaque jour, la police enregistre 110 plaintes pour viol.

La colère contre les violences faites aux femmes a véritablement explosé après la mort en août d'une jeune étudiante du Cap (sud-ouest), Uyinene Mrwetyana, violée et battue à mort dans un bureau de poste.

Le meurtre de trop pour de nombreuses victimes, qui ont multiplié les manifestations.

Le président Cyril Ramaphosa a annoncé un plan d'urgence contre les féminicides, qui prévoit notamment de renforcer la répression de leurs auteurs.

Au Parlement, il a comparé le niveau des violences infligées aux femmes sud-africaines "à celui d'un pays en guerre".

Et la justice a condamné le postier qui a avoué le viol et le meurtre de Uyinene Mrwetyana à la réclusion à perpétuité.

Source : AFP

Un tiers des plantes tropicales africaines risquent de disparaître

21 novembre 2019

Un tiers des plantes tropicales africaines sont potentiellement menacées de disparition, selon une étude publiée dans la revue Science Advances.

Près de 7 000 espèces de plantes sont classées par les chercheurs comme menacées d'extinction.

Parmi les causes, il y a l'action directe de l'homme : la déforestation, les activités agropastorales, mais aussi le changement climatique. Les zones les plus concernées sont notamment les forêts tropicales humides, surtout en Afrique de l'Ouest où la déforestation a été très importante durant ces dernières décennies.

Source : RFI

Guinée-Bissau : pour la première fois, des trafiquants de drogue condamnés

19 novembre 2019

Trois suspects, arrêtés en mars dernier dans le cadre d'une opération de lutte contre le trafic de drogue, ont été condamnés à des peines de 14 à 15 ans de prison ferme. Il s'agit de deux Nigériens et d'un Sénégalais. C'est la première fois que des trafiquants de drogue sont condamnés dans le pays.

La Guinée-Bissau est considérée comme un pays de transit de la drogue dure en provenance d'Amérique du Sud. La faiblesse de ses institutions et le manque criant de moyens de lutte font de ce pays, selon plusieurs rapports de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), un terrain fertile pour cette activité illicite.

Source : RFI

Côte d'Ivoire : saisie record de 200 tonnes de faux médicaments

16 novembre 2019

En Côte d'Ivoire, 200 tonnes de faux médicaments ont été saisies à Abidjan.

Le trafic de faux médicaments prospère en Afrique et la Côte d'Ivoire est gravement touchée par ce fléau. Les autorités ivoiriennes intensifient leur lutte, mais c'est la première fois depuis 2018 qu'un butin d'une telle ampleur a été découvert.

Source : RFI

Côte d'Ivoire : travail des enfants et sanctions américaines

4 novembre 2019

Selon une étude du département du Travail américain, un peu plus de deux millions d'enfants travaillent dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire et au Ghana. La grande majorité vit dans de petites fermes familiales et y effectue des tâches dangereuses.

Mais les données statistiques manquent pour évaluer le nombre d'enfants victimes des situations les plus graves, comme l'esclavage moderne ou le trafic en provenance de pays voisins.

Les Etats-Unis mettent la pression sur la Côte d'Ivoire pour qu'elle mette fin au travail des enfants, et la menace d'embargo alors que ce pays est très dépendant du cacao. L'onde de choc est fortement ressentie à Abidjan. S'il devait se concrétiser, un tel embargo serait une catastrophe pour l'économie ivoirienne.

La première dame, Dominique Ouattara qui préside le Comité national de surveillance sur la lutte contre le travail des enfants, a été dépêchée en septembre à Washington pour défendre les actions entreprises par le gouvernement dans ce domaine.

Source : RFI

Malawi : travail des enfants et sanctions américaines

26 novembre 2019

Le coup est d'autant plus dur qu'il était inattendu. En gelant les importations de tabac du Malawi pour de forts soupçons de recours au travail des enfants, les Etats-Unis mettent en danger la principale source de revenus de ce pays est-africain.

Les sanctions américaines sont tombées au lendemain du lancement d'une procédure pour travail forcé contre le numéro 1 mondial de la cigarette, British American Tobacco (BAT), au nom de 2.000 planteurs du Malawi, dont des centaines d'enfants.

"Il est grand temps que les multinationales qui se font de l'argent sur le dos de salariés exploités rendent des comptes", a dénoncé un des avocats, Oliver Holland. Une enquête publiée en 2017 par l'Office national des statistiques a révélé qu'au Malawi, plus d'un tiers des enfants de 5 à 17 ans du pays étaient contraints de travailler. Notamment dans le tabac.

Source : AFP

Égypte : répression, arrestations et détentions arbitraires, selon Amnesty

27 novembre 2019

Arrestations, détentions, l'Égypte du président Abdel Fatah al-Sissi étouffe la moindre voix dissidente. Amnesty International publie un rapport accablant.

Selon Katia Roux, d'Amnesty, derrière la répression menée par le pouvoir, un seul objectif : faire taire toute dissidence.

« Nous avons documenté 138 cas. Ces personnes sont accusées d'appartenance ou d'assistance à un groupe terroriste, explique-t-elle. En réalité, ce sont des personnes qui ont manifesté pacifiquement, qui ont publié des messages sur les réseaux sociaux. »

Source : RFI

ASIE

Chine : Pékin a menti au sujet de l'internement des Ouïghours

27 novembre 2019

Ce que révèlent les nouveaux documents

Au Xinjiang, dans l'extrême ouest de la Chine, environ un million d'Ouïghours, de Kazakhs et de Kirghizes musulmans sont détenus dans des camps de rééducation. Depuis plusieurs années, Pékin évoque des "centres de formation professionnelle" destinés à lutter contre la radicalisation islamiste, en réaction à une série d'attentats sanglants attribués à des militants ouïghours.

Mais de nouveaux documents secrets dévoilés par 17 médias internationaux jettent une lumière inédite sur les conditions de vie qui règnent dans ces camps.

Les documents confirment l'internement de masse et la répression systématique dont les Ouïghours et d'autres membres de minorités musulmanes sont victimes.

Il y a environ 1 200 camps d'internement et 100 à 200 prisons. Plus d'un million de musulmans sont ou ont été détenus dans ces camps depuis le printemps 2017.

Le but est d'effacer leur religion, et de les faire adhérer massivement au Parti communiste.

Ceux qui ont été identifiés comme étant les plus croyants sont forcés de manger du porc et de boire de l'alcool, des pratiques interdites pour un musulman.

Certains détenus sont torturés.

Le réseau social chinois TikTok reconnaît avoir suspendu "par erreur" une vidéo virale

Le réseau social chinois TikTok a admis avoir suspendu "par erreur" une vidéo virale condamnant la répression exercée par Pékin à l'encontre des musulmans du Xinjiang et s'est excusé auprès de l'adolescente qui l'avait posté sur les réseaux sociaux.

Feroza Aziz, qui se présente comme une Américaine de 17 ans de religion musulmane, avait diffusé une vidéo, vue à ce jour 1,6 million de fois, dans laquelle elle dénonçait le traitement des musulmans de l'ethnie ouïgoure au Xinjiang. La plate-forme chinoise est déjà très critiquée pour avoir supprimé des contenus sur les manifestations à Hong Kong pro-démocratie.

La Chine rejette les critiques de Paris et Berlin sur le Xinjiang et Hong Kong

Le gouvernement chinois a rejeté jeudi les critiques de la France et de l'Allemagne à propos de la situation des musulmans ouïghours et des manifestations de Hong Kong en faveur de la démocratie. Il refuse toute inférence.

Sources : RFI, AFP

Hong Kong : le chaos va-t-il revenir ?

29 novembre 2019

Rappel du contexte

Le mouvement pro-démocratie a débuté en juin à la suite du rejet d'un projet de loi visant à autoriser les extraditions vers la Chine continentale.

Celui-ci a depuis été suspendu, mais les manifestants ont élargi leurs revendications.

Ils exigent un véritable suffrage universel ainsi qu'une enquête indépendante sur les violences policières.

Plus de 5.800 personnes ont été arrêtées et près d'un millier inculpées, selon les chiffres du gouvernement.

Grande manifestation dimanche, et appels à la grève lundi

Les militants pro-démocratie ont appelé vendredi à une grande manifestation pour dimanche, et à une grève lundi visant à perturber les transports publics. Cette nouvelle mobilisation intervient alors que Pékin et l'exécutif local refusent toujours toute concession aux contestataires en dépit de leur écrasante victoire dimanche aux élections locales.

Près de six mois après le début du mouvement, les électeurs ont infligé un camouflet au gouvernement local soutenu par Pékin, qui jusque-là se disait soutenu par une majorité silencieuse de Hongkongais.

Les nouveaux appels à manifester font craindre le retour du chaos dans l'ex-colonie britannique, plongée depuis près de six mois dans une crise politique sans précédent depuis sa rétrocession à la Chine en 1997.

Trump signe la loi en faveur de Hong Kong, Pékin enrage

Pékin a réagi avec colère jeudi à la promulgation par le président américain Donald Trump d'une loi soutenant les manifestations pro-démocratie à Hong Kong, qualifiant ce texte "d'abomination absolue" et menaçant Washington de représailles, en pleine guerre commerciale entre les deux pays.

Donald Trump a promulgué mercredi "la loi de 2019 sur les droits de l'Homme et la démocratie à Hong Kong" après avoir longuement hésité, craignant de se mettre à dos les autorités chinoises, avec qui il cherche à sceller un accord commercial depuis des mois.

Cette résolution, qui menace de suspendre le statut économique spécial accordé par Washington à l'ancienne colonie britannique si les droits des manifestants ne sont pas respectés, avait été approuvée une semaine plus tôt à une écrasante majorité par le Congrès. Ce statut spécial permet à Hong Kong d'être exonéré des restrictions s'appliquant à la Chine continentale.

Le Congrès a également approuvé une mesure interdisant la vente à la police hongkongaise de matériel destiné à réprimer les manifestations. Une résolution également promulguée par Donald Trump.

Source : AFP

La Chine ne veut plus être la poubelle du monde

18 novembre 2019

La Chine ne veut plus être la poubelle du monde et a encore renforcé la lutte contre les importations de déchets étrangers.

Le retournement est récent. Et c'est ce qui a surpris bien des pays.

Source : RFI

Thaïlande : 15 morts dans une attaque de séparatistes musulmans dans le sud

6 novembre 2019

Le sud de la Thaïlande est le théâtre d'un conflit méconnu entre population à majorité musulmane et autorités bouddhistes, qui a fait près de 7 000 morts depuis une quinzaine d'années. Avec la victoire des anciens militaires aux élections il y a quelques mois, l'état semble s'être resserré autour des indépendantistes musulmans.

Au moins 15 personnes ont été tuées dans une attaque attribuée à des séparatistes musulmans dans le sud de la Thaïlande. Il s'agit d'une des attaques les plus meurtrières de l'histoire de ce conflit depuis 15 ans. Les attentats se font plus rares depuis le coup d'Etat de 2014, la junte militaire ayant renforcé les patrouilles et les couvre-feux.

Sources : AFP, RFI

Thaïlande : les ravages de la prostitution

21 novembre 2019

L'Asie du Sud-Est compte de nombreux cas d'exploitation sexuelle des plus jeunes.

"Près de 70% des victimes de trafic à des fins d'exploitation sexuelle ont en dessous de l'âge légal", relève l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime dans son dernier rapport 2019.

Des dizaines de milliers d'enfants sont notamment exploités via webcam, tout particulièrement aux Philippines, mais aussi en Indonésie, au Cambodge et en Thaïlande.

Le pays compterait plusieurs centaines de milliers de prostitués hommes et femmes, une pratique extrêmement répandue mais officiellement illégale.

Source : AFP

Inde : la Cour suprême autorise la construction d'un temple hindou sur un site disputé par des musulmans

12 novembre 2019

La Cour suprême indienne a autorisé la construction d'un temple hindou sur le site disputé d'Ayodhya, un dossier politico-religieux explosif qui oppose depuis des décennies hindous et musulmans.

C'est une victoire importante pour le Premier ministre Narendra Modi.

Des groupes hindous affirmaient que cette terre de 1,1 hectare située dans l'État d'Uttar Pradesh, dans le nord de l'Inde, où se dressait jusqu'en 1992 une mosquée du XVI^e siècle, est le lieu de naissance du dieu Ram et veulent y construire un temple à son honneur.

D'après eux, l'empereur musulman Babur y a bâti la mosquée Babri en rasant un temple ancien dédié à Ram. Les parties civiles musulmanes soutenaient qu'aucun temple n'a été détruit pour édifier la mosquée.

Mais la Cour a estimé que des preuves archéologiques montraient qu'une structure "d'origine hindoue" avait été construite sur le site avant la mosquée. Elle ordonne donc que le site soit confié à un trust qui y construira, sous certaines conditions, un temple hindou, tandis qu'un autre terrain sera remis à des groupes musulmans pour y bâtir une nouvelle mosquée.

Ce jugement n'a pas entraîné de violences, mais la sécurité a été renforcée à Ayodhya, où des milliers de membres des forces de sécurité ont été déployés, dont des policiers anti-émeutes, et tout rassemblement a été interdit.

Sources : RFI, AFP

Pakistan - Inde : détente inattendue

9 novembre 2019

Des centaines de sikhs indiens ont franchi la frontière indo-pakistanaise pour se rendre dans un des lieux les plus saints de leur religion, situé au Pakistan, en un puissant symbole de coopération entre deux nations à couteaux tirés depuis des décennies.

L'ouverture d'un corridor spécialement conçu à l'intention des pèlerins sikhs, réclamée de longue date par New Delhi, permet à des milliers d'entre eux de participer sans visa aux célébrations du 550^e anniversaire du fondateur de la religion Gourou Nanak.

Le Premier ministre indien Narendra Modi a adressé ses remerciements à son homologue pakistanais Imran Khan.

Kartarpur est un des lieux les plus sacrés au monde pour les fidèles sikhs, estimés à 30 millions dans le monde, dont plusieurs millions en Inde et environ 20.000 au Pakistan.

Source : AFP

Pakistan : une « marche pour la liberté » de 10 000 islamistes

5 novembre 2019

Début novembre, conduits par le plus gros parti religieux du Pakistan, des dizaines de milliers d'islamistes ont organisé un « sit-in » à Islamabad pour réclamer le départ du Premier ministre

Imran Khan. Les protestataires accusent le Premier ministre Irman Khan d'avoir accédé au pouvoir grâce à des fraudes lors du scrutin de juillet 2018 et de bénéficier du soutien de l'armée.

Sources : RFI, AFP

Afghanistan : le conflit s'enlise

29 novembre 2019

Trump annonce la reprise des négociations avec les talibans

L'Afghanistan a enregistré un nombre de victimes civiles "sans précédent" au troisième trimestre de l'année, avec 1.174 tués, selon un rapport de l'ONU. C'est 42% de plus qu'en 2018 à la même période.

Le président américain Donald Trump a annoncé jeudi lors d'une visite nocturne surprise sur une base américaine en Afghanistan que les négociations avec les talibans, interrompues en septembre, avaient repris.

Mais les talibans ont jugé prématuré vendredi de parler d'une reprise des pourparlers

Donald Trump a confirmé vouloir réduire le nombre de soldats américains sur place à 8.600, contre entre 13.000 et 14.000 aujourd'hui.

La semaine dernière, les talibans ont libéré 2 otages américain et australien, en échange de la libération par les Afghans de 3 prisonniers talibans de haut rang.

L'Afghanistan bouleversé par la photo d'une fillette devant le corps de son père

La photo d'une petite fille de trois ans debout à côté de son père assassiné parce qu'il était un employé du gouvernement afghan a suscité une énorme émotion dans un pays englué dans une guerre dont personne ne voit l'issue.

Il a été abattu dans un district du sud du pays dans la province de Kandahar où les talibans sont très actifs.

Ce cliché a pris énormément d'ampleur sur les réseaux sociaux car il représente à lui seul toute l'horreur et l'aberration du conflit afghan qui ne fait que s'intensifier.

HRW dénonce des crimes paramilitaires soutenus par la CIA

Selon un nouveau rapport de l'ONG Human Rights Watch, des forces paramilitaires afghanes soutenues par la CIA sont responsables d'exécutions sommaires et de graves violations pouvant être assimilées à des crimes de guerre.

Le rapport fait état de multiples crimes commis entre fin 2017 et le milieu de l'année 2019.

Ces crimes ont été rapportés par des dizaines d'habitants vivant en majorité dans des zones rurales et reculées et qui ont été les témoins de frappes aériennes nocturnes prenant pour cible des hôpitaux et des villages.

Ces frappes ont entraîné une hausse importante des victimes civiles.

Un projet de la FAO pour soutenir les moyens d'existence des familles agricoles vulnérables

Le Fonds humanitaire afghan (AHF) a contribué à hauteur de 9,5 millions de dollars à un projet mené par la FAO dont l'objectif est de renforcer la résilience des agriculteurs affectés par des conflits et des catastrophes naturelles dans 16 des provinces afghanes les plus durement frappées par l'insécurité alimentaire, ont annoncé les deux partenaires.

Plus de 10 millions de personnes en Afghanistan font maintenant face à une insécurité alimentaire aigüe et ont besoin d'un soutien alimentaire urgent.

Près de 70% des Afghans dépendent de l'agriculture pour leurs moyens d'existence, rendant le secteur essentiel si l'on veut réduire la pauvreté et maintenir la sécurité alimentaire.

Sources : AFP, ONU, RFI

Afghanistan : les violences domestiques, un fléau pour les femmes

25 novembre 2019

L'Afghanistan est l'un des pays les plus dangereux au monde pour les femmes. En plus des conflits que traverse le pays, elles sont souvent confrontées aux violences domestiques. Une pratique très répandue qui n'est souvent pas punie par la loi.

Source : RFI

« Acte de génocide » contre les Rohingyas : la Birmanie prépare sa défense à la CIJ

24 novembre 2019

Rappel du contexte

Environ 740.000 Rohingyas avaient fui la Birmanie pour le Bangladesh en 2017 pour échapper à une répression militaire massive. Ils ont rejoint les quelque 200.000 réfugiés vivant déjà dans le district bangladais frontalier de Cox's Bazar (sud-est)

Bientôt les audiences devant la Cour Internationale de Justice

Le samedi 23 novembre, à deux semaines des audiences devant la Cour internationale de justice, une réunion entre les plus hauts responsables du pays a eu lieu : l'occasion de rappeler la position birmane sur la crise des Rohingyas.

La position de la Birmanie est claire depuis les violences d'août 2017 : l'armée n'a fait que réagir aux attaques de la rébellion rohingya, il n'a eu ni nettoyage ethnique ni génocide dans le pays et la communauté internationale ne comprend pas la complexité de la situation dans l'État de l'Arakan.

Les investigations pourraient à terme donner lieu à des mandats d'arrêt contre des généraux de l'armée birmane. Des enquêteurs de l'ONU avaient demandé en août 2018 que la justice

internationale poursuit le chef de l'armée birmane et cinq autres hauts gradés pour "génocide", "crimes contre l'humanité" et "crimes de guerre".

Sources : RFI, AFP

En Ouzbékistan, l'espoir de la fin du travail forcé dans le coton

11 novembre 2019

Une petite révolution se dessine en Ouzbékistan : l'Etat veut éradiquer le travail forcé dans son industrie du coton, après avoir pendant des décennies contraint des centaines de milliers d'Ouzbeks à s'éreinter lors des récoltes.

Depuis la mort en 2016 du dirigeant autoritaire Islam Karimov et l'arrivée de son successeur, Chavkat Mirziouïev, les choses ont changé. Jusqu'alors, le travail forcé de centaines de milliers de fonctionnaires, étudiants et écoliers a assuré à l'Ouzbékistan, une ancienne république soviétique de 33 millions d'habitants, son rang de 6^e producteur mondial de coton.

Il aura fallu une campagne de boycott international du coton ouzbek pour que Tachkent renonce, dans les dernières années du règne de Karimov, au travail des enfants. Mais fonctionnaires et étudiants restaient contraints à la cueillette.

Si le nouveau président semble vouloir supprimer ce système, les considérations économiques passent bien avant celles des droits humains.

Son objectif premier est une industrie cotonnière privatisée et capable de produire des textiles au lieu d'exporter la matière première.

Source : AFP

Le clan Rajapaksa consolide son emprise sur le Sri Lanka

20 novembre 2019

Le puissant clan des Rajapaksa a consolidé son emprise sur le Sri Lanka avec la nomination de l'ex-homme fort Mahinda au poste de Premier ministre, par son frère Gotabaya fraîchement élu président. Surnommé "Terminator", le nouveau président a mené une campagne nationaliste axée sur la sécurité, dans le sillage des attentats islamistes du 21 avril qui ont fait 269 morts.

Mahinda Rajapaksa fut président de 2005 à 2015 et bourreau de la rébellion séparatiste tamoule. Les Rajapaksa n'ont pas à l'heure actuelle la majorité parlementaire, mais des législatives anticipées pourraient se tenir en début d'année prochaine.

Le clan des Rajapaksa est la bête noire des défenseurs des droits humains.

Visée par de multiples accusations de corruption et crimes, la famille jouit d'une grande popularité au sein de la majorité ethnique cinghalaise pour avoir mis fin en 2009 à quatre décennies de guerre civile avec la minorité tamoule, un conflit qui a fait 100.000 morts.

Source : AFP

Pollution au Bangladesh : la Cour suprême exige la fermeture des fours à briques

26 novembre 2019

Comme l'Inde, le Bangladesh connaît des taux record de pollution. En 2017, selon une étude américaine, au moins 123 000 personnes sont mortes au Bangladesh à cause de la pollution de l'air.

Le gouvernement a annoncé une série de mesures, parmi lesquelles la fermeture de centaines de fours à briques, qui émettent fumées et poussière.

En grande majorité illégaux, ils ne respectent aucun critère d'émissions.

Le Bangladesh est en pleine période d'industrialisation, d'urbanisation et de construction d'infrastructures, pour cela il utilise majoritairement des briques. Le gouvernement a annoncé qu'il prévoyait d'éliminer leur utilisation d'ici 2025.

Autres mesures, plus immédiates : l'arrosage deux fois par jours des rues principales et des chantiers de Dacca, la suspension de l'incinération des ordures sur des dizaines de sites ; et les camions transportant des matériaux de construction devront être bâchés.

Source : RFI

Le Népal bénéficie de la fin de la défécation à l'air libre

28 octobre 2019

La défécation à l'air libre contamine les eaux des rivières, des étangs.

Cela entraîne diarrhées et infections, surtout chez les enfants. Selon le Ministère de l'approvisionnement en eau, au cours des dernières décennies, de 7 à 10 000 enfants népalais sont morts chaque année de diarrhée et d'autres maladies connexes.

Depuis quelques mois, le gouvernement népalais mène une campagne nationale afin de motiver chaque foyer népalais à arrêter la défécation en plein air et à utiliser des toilettes.

Elle semble transformer les comportements. Le 30 septembre, le Premier Ministre népalais a déclaré les 77 districts népalais exempts de défécation en plein air.

Source : ONU

Cambodge : le commerce brutal de la viande de chien reste juteux

13 novembre 2019

Malgré les tabous, le commerce de viande de chien reste très répandu au Cambodge. Entre deux et trois millions sont abattus sans respect des règles d'hygiène et sans souci du bien-être animal chaque année dans le royaume, d'après l'association de protection des animaux "Quatre pattes".

Manger de la viande canine n'est pas prohibé au Cambodge et cette industrie lucrative s'étend traditionnellement sur toute l'Asie, de la Chine à la Corée du Sud.

Tout commence dans le nord du pays. Des chasseurs traquent les chiens errants ou passent de famille en famille, proposant des ustensiles de cuisine en échange de leur animal domestique.

Les animaux sont ensuite conduits dans des abattoirs ruraux où les employés opèrent sans aucun contrôle et sans aucune protection alors que la rage est encore très répandue par endroits. L'abattage des bêtes est brutal.

Source : AFP

Australie : le patron de Westpac démissionne après un scandale de blanchiment

26 novembre 2019

La banque australienne Westpac, l'une des quatre plus importantes du pays, a annoncé la démission de son directeur général Brian Hartzer, après que le régulateur a accusé la banque de violations des lois anti-blanchiment à hauteur de plus de 7 milliards de dollars.

Le service australien de renseignement financier Austrac a annoncé avoir engagé des poursuites judiciaires contre l'établissement bancaire qui, selon lui, a omis de déclarer plus de 19,5 millions de transferts de fonds internationaux, dont des "transactions à haut risque" avec les Philippines et des pays d'Asie du Sud-Est, potentiellement liées à l'exploitation d'enfants.

Source : AFP

Australie : le Premier ministre réfute tout lien entre les incendies et sa politique

21 novembre 2019

Selon scientifiques, militants, citoyens et partis d'opposition australiens, le gouvernement et son manque d'action écologique sont en partie à l'origine des incendies qui ravagent le pays, avec six morts. Mais le Premier ministre conservateur Scott Morrison rejette tout lien, même si la saison des incendies s'est déclarée beaucoup plus tôt que les années précédentes.

L'Australie, qui compte 25 millions d'habitants, a réduit davantage ses émissions de gaz à effet de serre que les plus gros pollueurs de la planète. Cependant, l'île-continent demeure un des plus gros exportateurs de charbon au monde.

"Suggérer d'une manière ou d'une autre que l'Australie -- responsable de 1,3% des émissions mondiales -- a un impact direct sur des incendies spécifiques, ici ou ailleurs dans le monde, n'est étayé par aucune preuve scientifique crédible", a dit M. Morrison au début du mois.

Sources : RFI, AFP

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET POLLUTION

Manifestations avant un sommet de l'ONU sur le climat ; l'Onu préconise des réductions drastiques des émissions de CO2

29 novembre 2019

Des dizaines de milliers de manifestants ont protesté vendredi contre le réchauffement climatique en Europe et en Asie dans le cadre d'une nouvelle journée de mobilisation mondiale, avant une réunion de l'ONU, lundi, qui s'annonce tendue.

Quelque 630.000 personnes ont manifesté dans plus de 500 villes en Allemagne, a annoncé le mouvement "Fridays for Future" inspiré par la jeune Suédoise Greta Thunberg. D'autres actions se sont déroulées en Europe, même si l'ampleur était inférieure à la dernière mobilisation mondiale en septembre.

Sydney avait donné vendredi le coup d'envoi alors même que la métropole australienne était enveloppée d'un épais nuage de fumée toxique lié aux incendies qui ravagent la côte est du pays. Depuis le début de la saison sèche des centaines de feux de brousse dévastent les Etats de Nouvelle-Galles du Sud (sud-est) et du Queensland (nord-est).

En Inde, à Delhi, la capitale la plus polluée du monde, une cinquantaine de lycéens et étudiants ont manifesté devant le ministère de l'Environnement, appelant le gouvernement à déclarer un "état d'urgence climatique". L'Inde est l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre, et compte 14 des 15 villes les plus polluées du monde.

Quelque 200 pays signataires de l'accord de Paris de 2015 doivent se retrouver à partir de lundi à Madrid. La réunion s'annonce compliquée, l'objectif étant d'inciter les pays signataires à réviser d'ici à fin 2020 leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les températures moyennes risquent de progresser de 3 à 5°C au cours du siècle sur la tendance actuelle des rejets de gaz à effet de serre, prévient l'Onu, précisant qu'il faudrait réduire ces émissions de 7,6% par an sur la période 2020-2030 pour respecter l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat.

Signé fin 2015 au terme de la COP-21, ce pacte de lutte contre le réchauffement prévoit de contenir "l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels".

Le récent rapport de l'ONU alimentera les négociations de la COP-25, la 25^e conférence des parties à la convention-cadre de l'Onu sur les changements climatiques. Elle s'ouvre lundi prochain à Madrid.

Le rapport désigne les Etats-Unis comme l'un des plus gros émetteurs de CO2, avec le Brésil et le Japon. Par ailleurs la Chine est le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre.

L'administration Trump a engagé au début du mois le processus formel de sortie de l'Accord de Paris, conformément à ce que le président américain avait promis en juin 2017.

Au contraire, les présidents chinois et français Xi Jinping et Emmanuel Macron ont réaffirmé leur "ferme soutien" à l'accord de Paris sur le climat.

Tous les adversaires démocrates potentiels de Donald Trump se sont engagés à revenir dans l'accord, ce qu'ils pourront faire à leur éventuelle prise de fonction, le 20 janvier 2021.

Sources : Reuters, AFP

Le Fonds vert lève près de 10 milliards de dollars pour le climat

26 octobre 2019

Le Fonds vert a tenu vendredi 25 octobre à Paris une conférence de reconstitution, car ses caisses étaient vides. Vingt-sept États y ont participé et ont mobilisé la somme record de 9,8 milliards de dollars pour le climat.

Le Fonds vert est un organisme international qui veut financer les trois prochaines années des projets de lutte contre le réchauffement climatique.

Yannick Glemarec, directeur exécutif, n'a d'ailleurs pas eu trop de mal à lever ces fonds.

Source : RFI

Amazon aurait généré autant de gaz à effet de serre que le Portugal en 2018

24 novembre 2019

Dans un rapport, les associations Attac et les Amis de la Terre ainsi que l'Union syndicale Solidaires ont dénoncé l'impact social et environnemental du géant de la distribution en ligne Amazon, qui a de son côté réfuté ces informations « *trompeuses* ».

Les trois organisations critiquent notamment les « *très lourds impacts environnementaux* » de l'entreprise, dont le patron Jeff Bezos a promis qu'elle atteindrait la neutralité carbone en 2040. Parmi les pratiques montrées du doigt, la livraison rapide « *source d'émissions de gaz à effet de serre* » et la destruction des invendus.

Source : RFI

Nucléaire usagé : avancées sur un méga-contrat entre Paris et Pékin

6 novembre 2019

Paris et Pékin se sont engagés à signer avant fin janvier l'accord final pour la construction en Chine d'une usine de retraitement de combustibles nucléaires usagés, un dossier vieux de 10 ans pour le géant français Orano (ex-Areva).

Ce contrat est évalué à plus de 20 milliards d'euros -- dont plus de la moitié pour Orano, engagé dans d'âpres négociations depuis une décennie avec son partenaire CNNC, le géant étatique chinois du nucléaire.

L'enjeu est très important : la future usine franco-chinoise pourrait traiter jusqu'à 800 tonnes de combustibles usagés par an, permettant d'en recycler une partie sous forme de "MOX", un mélange de plutonium usagé et d'uranium.

Il s'agira du tout premier site de retraitement en Chine, où la forte expansion du secteur nucléaire soulève la question des déchets radioactifs. Ils sont pour l'instant stockés dans des piscines temporaires.

Le géant asiatique est le premier marché mondial de l'atome civil. Il compte actuellement 48 réacteurs en activité ainsi que 10 en construction, selon l'organisation internationale Association nucléaire mondiale (ANM).

Source : AFP

La période de reproduction de la grande barrière de corail a commencé

19 novembre 2019

L'écosystème corallien le plus important du monde, en Australie, souffre du réchauffement climatique. De vastes zones de corail ont été tuées par l'augmentation des températures de l'océan : le corail meurt et blanchit.

Des scientifiques ont lancé l'année passée un projet dans lequel ils collectent œufs et sperme de corail durant la période de ponte, dans le but de cultiver des larves de corail et de tenter de régénérer les zones les plus touchées. La reproduction a commencé et les premières indications montrent qu'il pourrait s'agir d'une des périodes les plus prolifiques des dernières années.

Source : AFP

Les coraux des Caraïbes en danger de mort

12 novembre 2019

Les coraux blanchissent puis meurent, victimes d'une mystérieuse maladie. Ce désastre est une double catastrophe : environnementale et touristique.

Des chercheurs sont actuellement en train de constituer une banque d'ADN des coraux menacés, dans l'espoir de les faire un jour ressusciter.

Les scientifiques essaient de comprendre les causes du "syndrome blanc".

Première suspecte : la piètre qualité de l'eau altérée par le déversement des égouts dans la mer et une récente épidémie d'algues sargassum en décomposition.

Les produits chimiques importés par les touristes, comme les crèmes solaires, sont une autre cause possible. Les autorités viennent d'ailleurs d'en interdire l'usage sur les places mexicaines. La question désormais est : comment maintenir un équilibre entre tourisme, économie et environnement ?

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

La France convoque l'ambassadeur de Turquie après les propos d'Erdogan

29 novembre 2019

L'ambassadeur de Turquie en France va être convoqué au ministère des Affaires étrangères pour s'expliquer sur les déclarations du président turc Erdogan. Le président turc n'a pas du tout apprécié les propos d'Emmanuel Macron sur l'offensive récente d'Ankara en Syrie et sur la place de la Turquie au sein de l'Alliance atlantique.

« *Ce n'est pas une déclaration, ce sont des insultes* », a réagi l'Elysée aux propos de Recep Tayyip Erdogan vis-à-vis d'Emmanuel Macron. **Le président français avait jugé l'Otan « en état de mort cérébrale ».**

Son homologue turc l'invite à « *faire contrôler son propre état de mort cérébrale.* »

Emmanuel Macron avait dénoncé jeudi la façon dont l'allié turc avait « *agressé* » les forces kurdes en Syrie, l'accusant d'avoir « *mis en péril* » la lutte contre le groupe État islamique. Tayyip Erdogan le qualifie « *d'inexpérimenté* » en matière de lutte anti-terroriste.

Le chef d'État français, enfin, est allé jusqu'à se demander s'il ne fallait pas remettre en cause la solidarité militaire entre membres de l'Alliance atlantique en cas d'agression de l'un d'eux, prenant l'exemple turc. Recep Tayyip Erdogan lui répond, usant encore du tutoiement : « *Ce n'est pas à toi de décider s'il faut exclure ou non la Turquie de l'Otan.* »

L'ambiance risque d'être électrique au sommet de l'Alliance atlantique des 3 et 4 décembre. En marge de l'événement, une rencontre doit réunir les présidents turc et français, ainsi que la chancelière allemande et le Premier ministre britannique.

Source : RFI

L'Otan divisée et affaiblie

25 novembre 2019

La Turquie a commencé à tester ses missiles russes S-400

La Turquie a commencé à tester des systèmes russes de défense anti-aérienne, en dépit des appels répétés de Washington à ne pas les activer sous peine de sanctions. À une semaine du sommet de l'Otan, la Turquie offre ainsi une nouvelle raison aux dirigeants occidentaux de mettre en doute ses choix stratégiques et sa place dans l'Alliance.

L'achat de ce système russe par un pays de l'Otan **suscite inquiétude et colère dans les rangs de l'Alliance**, notamment aux États-Unis. Washington a déjà exclu la Turquie du programme de développement de l'avion F-35.

Ankara est aussi sous la menace de sanctions économiques américaines.

L'Otan en état de « mort cérébrale » selon le président français

A deux semaines du sommet de l'Otan, la France et l'Allemagne ont fait des propositions pour calmer les tensions provoquées par les critiques du président français Emmanuel Macron contre l'Alliance en état de "mort cérébrale" et engager une analyse des grands enjeux de sécurité collective.

Le diagnostic brutal du chef de l'Etat français et la critique du leadership américain ont choqué à l'Otan, mais les Etats-Unis ont une priorité : le partage du fardeau des dépenses pour la Défense ; ils sont toujours insatisfaits malgré les efforts des Européens.

Sources : RFI, AFP

Moisson d'accords et de contrats pour Emmanuel Macron en Chine

6 novembre 2019

Foie gras, aéronautique... Une série d'accords commerciaux a été annoncée. Les deux présidents ont aussi réaffirmé leur ferme soutien à l'accord de Paris sur le climat. Des contrats commerciaux et des accords ont été signés pour un montant de 15,1 milliards de dollars.

Source : RFI

PLANETE GLOBALE

Cyberattaque policière contre la propagande en ligne de l'EI

25 novembre 2019

Les polices de 11 pays européens, en collaboration avec Europol, ont mené une cyberattaque à l'échelle mondiale contre quelque 26.000 comptes, sites et canaux de communication du groupe Etat islamique, portant un coup capital à sa propagande en ligne, annonce Europol.

"Ils ont disparu d'une part importante d'internet", a déclaré le porte-parole du parquet belge Eric Van Der Sypt, évoquant Amaq, organe de propagande de l'EI.

"Je ne peux dire qu'ils aient disparu à 100%, nous verrons comment ils vont revenir, mais ça leur demandera un effort considérable".

Europol précise avoir travaillé avec Google, Instagram, Twitter et Telegram, notamment, et saisi des vidéos de propagande, des publications, des comptes faisant l'apologie du terrorisme et de la violence.

Source : Reuters

Il y a 270 millions de migrants internationaux, dont plus de la moitié en Europe et en Amérique du Nord

27 novembre 2019

Le nombre de migrants internationaux en 2019 est maintenant estimé à 270 millions et la principale destination reste les États-Unis. Selon l'OIM, plus de la moitié des migrants internationaux (141 millions) vivent en Europe et en Amérique du Nord.

On estime que 52% de ces migrants sont des hommes.

L'Inde reste le plus grand pays d'origine des migrants internationaux, suivie du Mexique et de la Chine.

En parallèle, les envois de fonds internationaux ont augmenté pour atteindre 689 milliards de dollars en 2018, les principaux bénéficiaires étant l'Inde, la Chine, le Mexique et les Philippines.

S'agissant du Moyen-Orient, les données montrent que les pays du Golfe comptent le plus grand nombre de travailleurs migrants temporaires au monde, notamment les Émirats arabes unis, où ils représentent près de 90% de la population.

Les conflits et les violences actuelles en République centrafricaine, RDC, Birmanie, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen ayant entraîné des déplacements internes massifs, 41 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur domicile fin 2018.

La Syrie est le premier pays d'origine de réfugiés, suivie de l'Afghanistan.

Enfin, en ce qui concerne l'impact des catastrophes climatiques et météorologiques, le rapport note que le typhon Mangkhut aux Philippines a contribué au fait que 3,8 millions de personnes ont été récemment déplacées dans ces régions fin 2018, soit le nombre le plus élevé au monde.

Source : ONU

Près de 20% des adolescents dans le monde souffrent de troubles mentaux, l'ONU appelle à redoubler d'efforts

5 novembre 2019

Les taux alarmants d'automutilation, de suicide et d'anxiété parmi les enfants et les jeunes du monde entier ont poussé l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des experts à joindre leurs efforts pour s'attaquer à cette menace croissante.

Selon l'UNICEF, la moitié des troubles mentaux commencent avant l'âge de 14 ans.

Selon les dernières données :

- Près de 20% des adolescents dans le monde souffrent de troubles mentaux
- Le suicide est la deuxième cause de décès chez les 15-19 ans dans le monde.
- Environ 15% des adolescents des pays à revenu faible ou intermédiaire ont envisagé de se suicider.

Source : ONU

Crimes commis contre des journalistes : 90% des responsables restent impunis

1^{er} novembre 2019

Près de 90% des responsables des assassinats de 1.109 journalistes dans le monde entre 2006 et 2018 n'ont pas été châtiés, selon un nouveau rapport de l'UNESCO.

Les tendances mondiales notent une augmentation de 18% des assassinats de journalistes entre 2014 et 2018 par rapport aux cinq années précédentes.

Source : ONU

Le fondateur sud-coréen d'un site pédophile condamné à une peine jugée légère

25 octobre 2019

Les autorités américaines et sud-coréennes ont annoncé le démantèlement du plus grand site connu d'échange de vidéos pédophiles au monde.

250 000 vidéos d'agressions sexuelles, des milliers d'utilisateurs payants. Parmi les victimes se trouvent des bébés.

Quelque 337 utilisateurs ont été arrêtés, dans 38 pays différents. Vingt-trois mineurs apparaissant dans ces vidéos ont été sauvés. Le site se trouvait sur le « darknet ».

Les autorités ont identifié en mars 2018 le fondateur du site, Son Jong-woo, un Sud-Coréen de 23 ans. Il a été condamné peu après à 18 mois de prison ferme.

Le verdict a été jugé trop clément par les Sud-Coréens, et une pétition réclame une punition plus sévère.

Cette même pétition demande à ce que les noms et les photographies de tous les utilisateurs du site soient divulgués.

Source : RFI

Les taux élevés de grossesse non désirée liés au manque de services de planification familiale (OMS)

25 octobre 2019

Une nouvelle étude menée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans 36 pays révèle que les 2/3 des femmes sexuellement actives souhaitant retarder ou limiter la maternité ont cessé d'utiliser la contraception par crainte d'effets secondaires, en raison de problèmes de santé et de sous-estimation du risque de procréation.

Cet arrêt de la contraception a conduit à 1 grossesse non désirée sur 4.

74 millions de femmes ont des grossesses non désirées chaque année dans les pays en développement.

Cela conduit à 25 millions d'avortements à risque et à 47.000 décès maternels chaque année. L'OMS appelle à surmonter les obstacles juridiques, politiques, sociaux, culturels et structurels afin que davantage de personnes puissent bénéficier de services de contraception efficaces.

Source : ONU

Neuf milliards de dollars promis pour améliorer les droits des femmes

14 novembre 2019

Plusieurs pays et organisations se sont engagés au Kenya à hauteur de 9 milliards de dollars sur les dix prochaines années afin d'améliorer les droits reproductifs des femmes.

Plusieurs gouvernements se sont engagés à contribuer à hauteur de 1 milliard de dollars au total.

Plus tôt dans la semaine, des ONG et des entreprises s'étaient de leur côté engagées à financer 8 milliards de dollars. Cet argent devait permettre d'atteindre trois objectifs majeurs : éradiquer la mortalité maternelle, mettre fin à la violence basée sur le genre et répondre aux besoins de planning familial (accès à la contraception, notamment).

Source : AFP

Un enfant meurt d'une pneumonie toutes les 39 secondes, avertissent l'UNICEF et ses partenaires

12 novembre 2019

La pneumonie a coûté la vie à plus de 800.000 enfants de moins de cinq ans l'an dernier. La plupart des décès sont survenus chez des enfants de moins de deux ans.

Cinq pays seulement sont responsables de plus de la moitié des décès d'enfants atteints de pneumonie : le Nigéria, l'Inde, le Pakistan, la République démocratique du Congo et l'Éthiopie.

Sonnant l'alarme sur cette épidémie oubliée, six grandes organisations de santé et d'aide à l'enfance ont lancé un appel à une action mondiale.

La maladie peut être évitée grâce à des vaccins, et facilement traitée avec des antibiotiques peu coûteux si elle est correctement diagnostiquée.

Mais des dizaines de millions d'enfants ne sont toujours pas vaccinés et un enfant sur trois présentant des symptômes ne reçoit pas les soins médicaux essentiels.

Les enfants atteints de pneumonie grave peuvent également avoir besoin d'un traitement à l'oxygène, qui est rarement disponible dans les pays les plus pauvres.

Source : ONU

4 adolescents sur 5 au monde ne bougent pas assez, selon l'OMS

22 novembre 2019

4 adolescents sur 5 au monde ne bougent pas assez, les filles en particulier, selon une étude publiée par l'OMS, qui recommande une heure d'activité physique par jour pour améliorer la santé et prévenir les maladies. Les principales causes sont les écrans et l'insécurité croissante sur les voies publiques.

Source : AFP

Sécurité routière : 1,3 millions de morts par an

17 novembre 2019

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du souvenir des victimes des accidents de la route, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a engagé tout un chacun à réfléchir aux moyens d'action à mettre en œuvre pour sauver des millions de vies.

Chaque année, plus de 1 300 000 personnes meurent dans des accidents de la route. Les jeunes de 15 à 29 ans sont plus nombreux à perdre la vie dans un accident de la route que des suites du VIH/sida, du paludisme ou de la tuberculose ou par homicide.

Près de 3 500 personnes meurent chaque jour sur les routes. Des dizaines de millions de personnes sont blessées et victimes d'incapacités. Les piétons, les cyclistes et motocyclistes et leurs passagers, appelés collectivement les « usagers de la route vulnérables », représentent la moitié des victimes par accident de la circulation à travers le monde.

Source : ONU

Mines et engins explosifs : le nombre de victimes reste élevé en 2018

21 novembre 2019

Chaque heure, les engins antipersonnel improvisés font une nouvelle victime dans le monde, selon le rapport 2019 de l'Observatoire des mines.

Selon le document de l'ONG, en 2018 près de 6.897 victimes de mines et de restes explosifs de guerre (3.059 tuées et 3.837 blessées) ont été recensés dans le monde.

Le statut vital n'était pas connu pour une victime. Parmi les victimes enregistrées en 2018, 71% étaient des civils, dont 54% d'enfants, soit une augmentation de 7% par rapport au total de 2017, et de 12% par rapport à 2016. Les pays les plus concernés sont les suivants : Afghanistan, Mali, Myanmar, Nigéria, Syrie et Ukraine.

Source : ONU

De l'importance des toilettes : l'impact transformateur de l'élimination de la défécation en plein air

19 novembre 2019

Sur les 673 millions de personnes qui pratiquent la défécation en plein air, 91% vivent dans des zones rurales. Une augmentation de la population dans des pays comme le Nigéria, la Tanzanie, Madagascar et le Niger, mais aussi dans certains États d'Océanie, entraîne une croissance localisée de la défécation en plein air.

C'est un affront à la dignité, à la santé et au bien-être, en particulier des filles et des femmes. Par exemple, des centaines de millions de filles et de femmes dans le monde manquent d'intimité lorsqu'elles ont leurs règles.

La défécation en plein air les expose également à un risque accru d'exploitation sexuelle et d'insécurité et constitue un risque pour la santé publique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) signale que les mauvaises pratiques d'assainissement et d'hygiène contribuent à plus de 800.000 décès dus à la diarrhée chaque année, plus que les décès liés au paludisme.

La défécation en plein air est pratiquée depuis des siècles. Pour y mettre un terme, il faut un changement durable dans le comportement de communautés entières afin qu'une nouvelle norme, l'utilisation des toilettes par tous, s'instaure et soit acceptée.

L'OMS estime que chaque dollar investi dans l'eau et les toilettes permet d'économiser en moyenne 4 dollars en frais médicaux, d'éviter des décès et d'accroître la productivité. La promotion de l'hygiène est également considérée comme l'une des interventions de santé publique les plus rentables.

Source : ONU

Plus de 7 millions d'enfants privés de liberté dans le monde (ONU)

18 novembre 2019

Malgré la Convention internationale des droits de l'enfant, plus de 7 millions d'enfants dans le monde souffrent dans diverses structures pour enfants, dans des centres de détention pour migrants, dans des cellules de garde à vue de la police, des prisons et autres lieux de détention, selon une étude des Nations Unies.

« Ces enfants sont victimes d'abus, de négligence et d'exploitation par d'autres personnes », fait valoir le rapport.

Parmi tous ces enfants vulnérables, le rapport fait état d'une forte augmentation du nombre d'enfants détenus dans le contexte des conflits armés et de la sécurité nationale.

Le sort des enfants handicapés qui sont « nettement surreprésentés » en détention est une autre source de préoccupation.

Les troubles psychiatriques chez les enfants en détention peuvent décupler pendant la détention.

Source : ONU

Les chiffres alarmants des violences faites aux femmes

25 novembre 2019

Comme chaque année, le 25 novembre, date de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'ONU se mobilise pour lutter contre les violences faites aux femmes.

Les violences faites aux femmes touchent le monde entier.

- Une femme sur 3 dans le monde a subi des violences
- Plus de 200 millions de femmes et de filles ont subi une mutilation génitale

En Afrique, 19 000 femmes ont été tuées par leur conjoint en 2017

Source : RFI

Publicités politiques : entre Facebook et Twitter, Google choisit la 3e voie

21 novembre 2019

Au sujet des publicités à caractère politique, Google adopte une position médiane entre la décision de Twitter de toutes les bannir, et celle de Facebook de toutes les autoriser.

Jusque-là, un parti ou un candidat avait la possibilité de diriger ses messages publicitaires avec une très grande précision, pour obtenir un maximum d'impact.

Il pouvait profiter des données aux mains de Google pour sélectionner les destinataires de ses messages de campagne.

Ce qui va changer, c'est le ciblage des publicités politiques.

Désormais, les seuls critères retenus seront l'âge, le genre et le lieu de résidence, sans entrer dans les détails personnels. Le géant américain tente ainsi de désamorcer les critiques sur son rôle dans la propagation d'infox menaçant la bonne tenue des élections.

Source : RFI

Réseaux sociaux : comment WhatsApp a permis d'espionner des dissidents africains

1^{er} novembre 2019

Des dissidents africains ont été victimes d'un logiciel malveillant qui a infecté leurs téléphones portables via la messagerie cryptée WhatsApp, l'une des applications les plus utilisées au monde. C'est ce qui ressort d'une enquête faite par la société WhatsApp et Citizen Lab, une plateforme citoyenne et centre de recherches de l'université de Toronto.

Cette enquête, qui a poussé WhatsApp à déposer plainte **contre une société israélienne, le groupe NSO**, a permis d'établir que plus de 1 000 personnes avaient été ciblées au printemps dernier grâce au logiciel malveillant Pegasus.

Il est encore trop tôt pour savoir combien d'Africains figurent parmi les 1 400 personnes dont les téléphones ont été infectés. Mais on sait d'ores et déjà que des Rwandais et Marocains de la diaspora figurent parmi eux.

C'est le cas du militant rwandais Placide Kayumba, qui est réfugié politique en Belgique.

Devant cette intrusion, Placide Kayumba, un membre en exil des Forces démocratiques unifiées (FDU) - Inkingi, n'hésite pas à mettre en cause Kigali. Six cadres des FDU-Inkingi ont été en effet **victimes d'assassinat ou de disparition forcée** depuis 2016, selon le parti et Amnesty International.

Si WhatsApp attaque NSO en justice, c'est aussi parce que sa société mère, Facebook, est très critiquée pour sa gestion des données personnelles et la protection de la vie privée.

L'Inde a d'ailleurs exigé des réponses de WhatsApp à la suite de ce scandale d'espionnage.

Source : RFI

Plus d'une tonne d'écailles de pangolins saisies à Istanbul en provenance de RDC

17 novembre 2019

Des responsables des services frontaliers de l'aéroport de Kinshasa ont été interpellés dans le cadre d'un trafic d'écailles de pangolins.

Le trafic a été débusqué à l'aéroport d'Istanbul.

Les douaniers turcs ont découvert une énorme quantité d'écailles de **pangolins**, ce petit mammifère qui serait l'animal le plus braconné au monde devant les éléphants et les rhinocéros. Plus de 1 200 kilos, soit l'équivalent d'environ 1,5 million d'euros.

Source : RFI

EURASIE

Le Royaume-Uni, place forte du blanchiment selon Transparency

25 octobre 2019

Malgré des mesures, le Royaume-Uni reste une importante plateforme de blanchiment d'argent sale dans le monde, selon un rapport de Transparency International.

« *Le Royaume-Uni est une plateforme pour l'argent de la corruption du monde entier* », observe Transparency International.

Sur les 30 dernières années, auraient participé au réseau de blanchiment d'argent près de 230 sociétés britanniques – banques et institutions financières, cabinets juridiques et cabinets comptables –, consciemment ou non. L'argent était ensuite investi dans des entreprises ou dépensé en résidences cossues, bijoux, yachts et voitures de course.

Des dépenses matérielles luxueuses, mais pas que. Des enfants de super riches ont également pu étudier dans des universités de renom grâce à l'argent suspect. Parmi les bénéficiaires, on compte notamment le fils de l'ancien Premier ministre moldave qui étudiait à la City University de Londres, payait son logement 1 000 livres par jour et roulait en Bentley.

Alors qu'avec le Brexit, le Royaume-Uni renégocie activement sa place dans le commerce mondial, la lutte contre le blanchiment d'argent reste essentielle. L'ONG rappelle ainsi que l'argent sale est souvent synonyme de mauvaise réputation, d'appauvrissement et d'insécurité.

Source : RFI

UE : des ONG dénoncent le lobbying des géants pétroliers auprès de l'Union européenne

25 octobre 2019

Les cinq plus grandes compagnies pétrolières privées au monde, BP, Chevron, ExxonMobil, Shell et Total, ont dépensé 250 millions d'euros en lobbying auprès de l'UE, selon une étude de plusieurs ONG de défense de l'environnement.

En neuf ans, elles ont mis presque autant d'argent que tous les investisseurs mondiaux dans les énergies renouvelables pour influencer les décisions prises par l'Europe.

Les ONG demandent l'instauration d'un pare-feu, afin de limiter les réunions avec les lobbyistes, et de le faire en toute transparence.

Source : RFI

Espagne : le "narco sous-marin" convoyait 100 millions d'euros de cocaïne

27 novembre 2019

Dans le "narco sous-marin" saisi au large de l'Espagne, les enquêteurs ont découvert trois tonnes de cocaïne d'une valeur de 100 millions d'euros : une interception inédite en Europe. Des sous-

marins convoyant de la drogue ont déjà été saisis en Amérique du sud, où les trafiquants s'en servent pour acheminer vers le Mexique de la cocaïne, ensuite envoyée vers l'Amérique du N.

Au cours de l'opération, 2 membres d'équipage de nationalité équatorienne ont été arrêtés alors qu'ils abandonnaient le sous-marin. Un 3^e occupant "a fui".

L'origine précise de la drogue n'a pas été indiquée, et l'enquête se poursuit. Une source proche de l'enquête avait confirmé à l'AFP que la cargaison venait d'Amérique du Sud.

D'autres narco sous-marins "jetables" de ce type pourraient être enfouis le long des côtes galiciennes où ils auraient été abandonnés après avoir servi. La Galice est une porte d'entrée pour la cocaïne en Europe. L'an dernier, l'Espagne a été le deuxième pays de l'Union européenne avec le plus haut niveau de saisie de cocaïne derrière la Belgique.

Source : AFP

UE : la BEI renonce à financer les énergies fossiles, une décision "historique"

14 novembre 2019

La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé qu'elle cesserait de financer de nouveaux projets liés aux énergies fossiles, y compris le gaz, à partir de 2022, une décision saluée pour sa contribution à la lutte contre le changement climatique.

"Un bond de géant", pour le président de la BEI. "Et nous allons lancer la plus ambitieuse stratégie d'investissements pour le climat de toutes les institutions financières publiques dans le monde". La BEI prévoit de "débloquer" jusqu'à 1.000 milliards d'euros d'investissements dans l'action pour le climat et le développement durable au cours de la prochaine décennie.

Cependant, Greenpeace émet une critique : "Alors que la nouvelle politique signifie que l'UE mettra largement fin à son soutien au charbon et au pétrole, le financement de projets tels que les gazoducs jusqu'en 2021 et la modernisation des infrastructures existantes en matière de combustibles fossiles après 2021 menacent les engagements de l'UE en matière de climat".

Source : AFP

Suède : un groupe d'intervention spécial pour lutter contre la violence des gangs

12 novembre 2019

Des attaques à l'explosif, des fusillades, des règlements de compte en pleine rue. C'est ce qui se passe dans certaines villes de Suède. Le phénomène est nouveau et il a pris tant d'ampleur que la police a décidé de former un groupe d'intervention spécial, dont la mission sera de lutter contre la violence des gangs.

Si la Suède affiche toujours des taux d'homicides inférieurs à la moyenne européenne, elle vit depuis quelques années une recrudescence de violences liées à la guerre que se font certains gangs, notamment pour le trafic de drogue. En 2018, plus de 300 fusillades ont été recensées. Elles ont fait 45 morts, et ce record sera sûrement battu en 2019.

Source : RFI

Budget 2020 : la Commission européenne épingle 8 pays dont la France

20 novembre 2019

La Commission européenne a publié ses prévisions économiques d'automne. Même si l'Union européenne poursuit sa croissance, les perspectives ne sont pas radieuses.

Entre le Brexit, la faiblesse du secteur industriel, les conflits commerciaux et les tensions géopolitiques, l'avenir pourrait être difficile pour l'économie européenne, prévient Bruxelles.

Quatre pays sont en particulier épinglés pour l'augmentation de leur déficit et de leur dette : la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

La Commission appelle donc Paris, Rome, Madrid et Lisbonne à réduire leur dette et à maîtriser leurs dépenses publiques.

Source : RFI

France : 4 ans après les attentats du 13-Novembre, la menace terroriste reste très élevée

14 novembre 2019

Quatre ans après les attentats du 13-Novembre qui ont causé la mort de 130 personnes et fait plus de 350 blessés à Paris et à Saint-Denis, la menace terroriste plane toujours sur la France. Une menace qui inquiète d'autant plus qu'avec le temps, elle a changé de visage.

On redoute davantage une menace venue de l'intérieur du pays que de l'extérieur désormais. Autre sujet d'inquiétude : celui du suivi à distance des jihadistes français.

Un travail à plein temps pour les services de renseignement.

Source : RFI

Evasion fiscale en France : plus de 4 milliards d'euros s'envolent

20 novembre 2019

Le budget de l'Etat perd chaque année 4 milliards 600 millions d'euros à cause de l'optimisation fiscale des multinationales. Ces entreprises payent moins d'impôts en transférant une partie de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux.

C'est ce que révèle dans un rapport le Conseil d'analyse économique, un organe rattaché au Premier ministre.

Les auteurs estiment que le manque à gagner serait plus important si on incluait les géants du numérique, car la plupart des Gafa n'entrent pas dans le périmètre de leur étude.

Source : RFI

France : la lutte contre les décharges sauvages passe par la gestion des déchets du BTP

16 novembre 2019

En France, 46 millions de tonnes de déchets atterrissent chaque année dans les décharges sauvages. La secrétaire d'État à la transition écologique, Brune Poirson, souhaite lutter contre ces pratiques illégales.

Elle propose d'instaurer à partir de 2022 la reprise gratuite des déchets de chantier qui seraient triés. Mais les professionnels sont plutôt sceptiques.

Aujourd'hui, seulement un tiers des déchets du BTP est valorisé.

Source : RFI

Le Danemark autorise la construction du controversé gazoduc Nord Stream 2

31 octobre 2019

Le dernier obstacle à la finalisation de Nord Stream 2 est levé par le Danemark, qui vient d'autoriser la construction dans ses eaux d'un tronçon du gazoduc controversé devant approvisionner l'Europe en gaz russe.

Le futur Nord Stream 2 doit relier la Russie et l'Allemagne via la Baltique.

Pour ses **détracteurs**, ce gazoduc va accroître la dépendance des Européens au gaz russe, tout en affaiblissant l'Ukraine.

C'est en effet depuis son territoire que transite une grande partie du gaz russe. L'**accord entre la Russie et l'Ukraine** arrive d'ailleurs à son terme fin 2019 et les deux pays, à couteaux tirés, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la suite.

Source : RFI

Menace sur les forêts roumaines et leurs gardiens

18 novembre 2019

Deux employés de l'office roumain des forêts Romsilva ont été tués cet automne dans des secteurs distincts du pays où ils étaient en patrouille.

Ces homicides ont remis en lumière le fléau du défrichage clandestin des forêts roumaines, dont sont rendus responsables les pouvoirs publics jugés incapables d'agir efficacement.

Les gardes forestiers ont manifesté à deux reprises, en octobre et novembre, pour faire entendre leur ras-le-bol. Selon Romsilva, 185 agents ont été agressés dans le cadre de leur travail depuis 2014.

En Roumanie, les forêts couvrent 1/3 du territoire.

Pour le garde forestier Valentin Dirig, "le problème vient des propriétaires privés qui ont récupéré leurs terrains après la chute du communisme et qui pensent pouvoir faire n'importe quoi".

Greenpeace accuse le ministère de l'Environnement de tarder à mettre en place un système efficace de contrôle du transport du bois et d'avoir arrêté en 2017 l'utilisation d'images satellitaires pour surveiller les forêts.

Source : AFP

Faute de main d'œuvre, Roumanie et Hongrie recrutent jusqu'en Asie

28 octobre 2019

Terres d'émigration et de faible natalité, tous les pays d'Europe de l'Est sont confrontés à la même carence de main d'œuvre.

Confrontée à une pénurie croissante de main d'œuvre, la Roumanie déroule le tapis rouge aux travailleurs asiatiques.

Désertée par environ 4 millions de ses habitants, eux-mêmes travailleurs émigrés dans des pays occidentaux aux emplois mieux rémunérés, la Roumanie a délivré plus de 11.000 permis de travail au cours du premier semestre 2019. Les Vietnamiens, les Moldaves et les Sri-Lankais en ont été les premiers bénéficiaires.

La Hongrie voisine prévoit d'accorder 75.000 permis de travail en 2019 à des travailleurs hors Union européenne. La majorité continue de venir d'Ukraine mais ils sont de plus en plus nombreux à être originaires du Vietnam, de Chine, d'Inde, de Mongolie.

Zoltan Laszlo, chef du syndicat de la métallurgie (VSZSZ), affirme que les salariés hongrois sont mis sous pression de leurs chefs qui leur "disent qu'on peut facilement les remplacer" par des Ukrainiens, des Mongols ou des Vietnamiens.

Source : AFP

Roumanie : le pro-européen Iohannis réélu à la présidence

24 novembre 2019

Le libéral Klaus Iohannis a remporté dimanche un second mandat présidentiel en Roumanie, avec une large avance qui marque la volonté des électeurs de défendre l'Etat de droit et la lutte contre la corruption.

Viorica Dancila, la dirigeante du Parti social-démocrate (PSD) et adversaire du chef d'Etat sortant, a dirigé le gouvernement pendant près de deux ans avant d'être renversée en octobre par le Parlement.

Klaus Iohannis était notamment soutenu par les dizaines de milliers de Roumains qui sont descendus dans les rues depuis 2017 pour dénoncer les réformes de la justice menées par la gauche, accusée de corruption.

Malgré la victoire de Klaus Iohannis à la présidence de la République, le PSD reste majoritaire au Parlement et les prochaines législatives sont prévues fin 2020.

La cohabitation avec la gauche, accusée de vouloir affaiblir la justice anti-corruption, devrait donc durer encore un an.

Source : AFP

Europe : plusieurs manifestations importantes contre les violences faites aux femmes

24 novembre 2019

Bruxelles : des milliers de personnes défilent contre les violences faites aux femmes

Environ 10.000 personnes, selon la police, ont participé dimanche à Bruxelles à un grand rassemblement dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes. Des banderoles et de nombreuses pancartes rappelaient le nom des 22 victimes de féminicides depuis le début de l'année en Belgique.

Rome : une manifestation pour dire "non" aux violences contre les femmes

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles et dire "stop" aux féminicides à l'appel de l'association féministe "Non Una Di Meno" (Pas une de moins). Selon "Non Una Di Meno", 94 femmes ont été tuées depuis janvier (elles avaient été 142 en 2018).

France : mobilisation historique pour dénoncer les violences faites aux femmes

Des manifestants en nombre, dont 49 000 à Paris, ont battu le pavé ce samedi 23 novembre à travers la France lors d'une mobilisation historique pour dire « stop » aux violences sexistes et sexuelles et aux féminicides dont le nombre (116 au moins depuis le début de l'année) suscite une indignation sans précédent dans le pays.

Sources : AFP, RFI

La Grèce en difficulté face aux dizaines de milliers de migrants

27 novembre 2019

Rappel du contexte

La Grèce a plus de 70.000 demandeurs d'asile, dont près de 39.000 sur les îles égéennes proches de la Turquie.

En 2019, plus de 46.000 migrants sont arrivés en Grèce, selon le HCR.

Les camps de migrants sont surpeuplés.

L'ONU exhorte la Grèce à améliorer les conditions "misérables" des camps

La Grèce doit "intervenir" en urgence pour améliorer les conditions "misérables" et inacceptables dans ses camps de migrants surpeuplés, a exhorté le Haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés en visite à Lesbos.

Sa visite intervient alors que le gouvernement grec a annoncé un vaste programme de refonte des camps de demandeurs d'asile sur les cinq îles égéennes les plus exposées en raison de leur proximité avec la Turquie.

Des centaines de migrants continuent d'arriver quotidiennement dans les îles.

Le gouvernement conservateur de Kyriakos Mitsotakis a annoncé la semaine dernière la fermeture des trois camps les plus surpeuplés et les plus insalubres et leur remplacement par des centres fermés, afin de tripler les capacités d'accueil sur les îles de Lesbos, Samos et Chios.

Il a aussi promis le renvoi en Turquie de 10.000 déboutés du droit d'asile et le transfert de 20.000 personnes sur le continent grec. Mais selon l'Organisation internationale des migrations, les camps du continent abritent déjà 22.000 personnes et frôlent la surcapacité.

Il s'est également engagé à reloger rapidement plus de 4.000 mineurs non accompagnés vivant sur les îles égéennes, après avoir échoué à convaincre les pays de l'UE d'en accueillir près de 3.000. Kyriakos Mitsotakis a accusé l'Union européenne de considérer la Grèce et les autres pays d'entrée en Europe comme "des parkings bien commodes pour les réfugiés et les migrants".

Sources : RFI, AFP

La Grèce "alliée naturelle" de Pékin pour développer le commerce chinois (Xi)

11 novembre 2019

La Grèce est "l'alliée naturelle" de la Chine dans ses projets de développement commercial à travers le monde, a déclaré le président chinois Xi Jinping, lors d'une visite d'Etat à Athènes. Athènes soutient le vaste projet de Pékin, dit des "nouvelles routes de la soie".

Ce projet vise à relier la Chine au reste de l'Asie, l'Europe et l'Afrique via un programme d'investissements de 906 milliards d'euros dans un important réseau d'infrastructures portuaires, ferroviaires, industrielles et aéroportuaires.

Au total, 16 accords devaient être signés, dans les domaines de l'énergie, la marine marchande, l'exportation de produits agricoles.

Dans le secteur bancaire, une agence de la Banque de Chine, 4^e mondiale, sera créée en Grèce ainsi qu'un bureau de représentation de la banque commerciale et industrielle de Chine (ICBC).

"La route ouverte va devenir très vite une autoroute", s'est réjoui Kyriakos Mitsotakis dont l'objectif depuis son élection de juillet, est d'attirer des investissements étrangers en vue de renforcer la croissance grecque après la crise de la dette (2010-2018).

Source : AFP

60.000 jeunes réfugiés et migrants arrivés en Italie manquent de soutien, déplorent les Nations Unies

8 novembre 2019

Les quelque 60.000 jeunes réfugiés et migrants qui sont arrivés en Italie comme enfants non accompagnés entre 2014 et 2018, et qui ont depuis atteint l'âge de 18 ans, ont besoin d'un soutien continu pour réussir leur transition vers l'âge adulte, soulignent l'UNICEF, le HCR et l'OIM.

Entre 2014 et 2018, plus de 70 000 enfants réfugiés et migrants non accompagnés et séparés sont arrivés en Italie par la mer, dont 90 % avaient entre 15 et 17 ans. On estime qu'au moins 60 000 personnes ont eu 18 ans au cours des cinq dernières années.

Source : ONU

Russie / Ukraine : légère accalmie

18 novembre 2019

L'est de l'Ukraine est toujours divisé par la guerre qui fait rage depuis 2014. Plus de 13 000 personnes y ont perdu la vie, selon l'ONU.

Ukrainiens et Occidentaux accusent la Russie de soutenir financièrement et militairement les séparatistes, ce que le Kremlin nie malgré de nombreuses preuves.

Une accalmie se fait jour néanmoins, car la Russie vient de rendre à l'Ukraine 3 navires militaires saisis un an plus tôt au large de la Crimée, à trois semaines d'un sommet. La restitution des bateaux est un nouvel épisode de la relative détente des relations entre les deux pays depuis l'élection en avril à la présidence ukrainienne de l'ex-comédien Volodymyr Zelensky.

En septembre, un échange massif de prisonniers avait pu avoir lieu.

Par ailleurs, de premiers retraits de troupes ukrainiennes et de combattants séparatistes prorusses ont pu se tenir dans trois secteurs de la ligne de front à l'Est.

Mais le recul des troupes, ordonné par le président Zelensky, est impopulaire au sein d'une partie de la population ukrainienne, en particulier chez les nationalistes et des anciens combattants qui ont manifesté en nombre.

Pour Moscou, la résolution du conflit dans l'Est ukrainien passe par l'adoption d'un statut d'autonomie pour les territoires séparatistes de Lougansk et Donetsk, puis la tenue d'élections locales dans ces régions. Pour Kiev, le préalable à un scrutin est le contrôle de ses frontières, le désarmement des rebelles et le départ des Russes les soutenant.

Source : AFP

Tchéquie : 250.000 manifestants à Prague contre le Premier ministre, 30 ans après la Révolution de velours

16 novembre 2019

Environ 250.000 Tchèques ont investi le centre de Prague pour demander le départ du Premier ministre milliardaire Andrej Babis accusé de corruption, la veille du 30^e anniversaire de la Révolution de velours qui avait renversé le communisme dans l'ancienne Tchécoslovaquie.

Source : AFP